



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2596
4 mai 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

SNCF, Air France, Carrefour, hôpitaux...

En lutte contre la loi du profit



Cheminots
**La grève
continue**

page 5

Mai 68
**La révolte
étudiante**

page 12



Les 19, 20 et 21 mai

La Fête de Lutte ouvrière

pages 8 et 9

Travailleurs, "nous ne sommes rien, soyons tout"! (L'Internationale)

Les manifestations qui se sont déroulées un peu partout dans le pays et dans le monde ont rappelé que le 1^{er} mai n'est pas la « fête du travail » qu'a voulu en faire Pétain, et encore moins celle de la patrie que le FN essaie de lui substituer.

Pour affirmer la communauté d'intérêts des prolétaires du monde entier, l'Internationale ouvrière a adopté le 1^{er} mai comme jour de manifestation partout dans le monde. La classe ouvrière revendiquait alors en particulier la journée de huit heures, afin que « l'ouvrier cesse d'être un simple instrument de travail et commence à devenir un homme ».

C'était en 1889... il y a près de 130 ans. Mais, même si Macron et ses semblables répètent que nous devons nous adapter, dépasser les vieux schémas et entrer dans la modernité, le 1^{er} mai, journée de lutte des travailleurs, n'a rien perdu de son actualité. Car ni l'exploitation ni le capitalisme n'ont changé de nature.

Dans bien des pays, les travailleurs ont à se battre pour imposer des salaires et des conditions de travail plus dignes. Pour les ouvrières des usines textiles dangereuses du Bangladesh, les travailleurs surexploités des immenses usines-casernes en Chine, les ouvriers sous-payés de l'automobile au Maghreb ou en Asie, les slogans des premières manifestations du 1^{er} mai restent d'actualité. Leurs conditions de vie et de travail ne sont guère éloignées de celles du prolétariat des États-Unis et d'Europe à la fin du 19^e siècle.

Dans les pays riches, les luttes des générations qui nous ont précédés ont permis d'arracher quelques limitations à l'exploitation... qui sont aujourd'hui remises en cause les unes après les autres!

Dans combien d'entreprises le travail en CDD ou en intérim devient-il la norme? Combien de travailleurs sont soumis au chantage sur le renouvellement de leur contrat, pour leur faire accepter des entorses à la sécurité, des repos écourtés? Combien de travailleurs sont censés adapter leur vie personnelle aux samedis travaillés, aux heures supplémentaires annoncées le matin pour le jour même? Combien perdent des jours de congés?

On nous chante les charmes de la « reprise », on nous explique que les sacrifices finiront par être payants, à condition

que nous en consentions de nouveaux! C'est un tissu de mensonges auxquels personne ne peut croire dans les quartiers populaires. On y sait bien, pour le vivre au quotidien, que ce que le gouvernement appelle « baisse du chômage » est en réalité une explosion de la précarité, où dominent les contrats d'une durée inférieure à un mois.

Les résultats de l'offensive menée par la bourgeoisie se mesurent en milliards, en fortunes qui grimpent au rythme des suppressions d'emplois, du blocage des salaires et de la dégradation des conditions de travail. C'est ainsi que les banques françaises ont encaissé 23,5 milliards de bénéfices en 2017, tout en prévoyant de supprimer 8000 emplois dans les deux ans à venir. Ou que Ricoh, dont la filiale française a réalisé 10 millions d'euros de bénéfices, annonce la suppression de 15% de ses effectifs dans le pays.

Dans cette situation où le monde du travail encaisse les coups, les cheminots recherchent les échanges avec d'autres catégories, et leur grève suscite la sympathie. De nombreux travailleurs pensent que les cheminots ont raison de se défendre et ressentent, plus ou moins consciemment, que l'attaque de Macron est un coup de plus porté à l'ensemble du monde du travail, et qu'elle en annonce d'autres!

Le gouvernement martèle que les cheminots défendent leurs intérêts particuliers et qu'il n'y a aucun rapport entre eux et un salarié d'Air France ou de Carrefour, ou une aide-soignante. Mais, derrière la défense du statut censé faire des cheminots une catégorie à part, on retrouve des objectifs communs à tous les travailleurs: défendre son emploi, son salaire, ses conditions de travail, sa retraite. Les cheminots refusent, pour eux et pour les générations futures, de devenir flexibles, adaptables aux besoins et à la logique du profit qu'imposeront les entreprises privées lorsque toute la SNCF sera ouverte à la concurrence. Leur combat concerne tous les travailleurs!

Dans ce capitalisme en crise, à bout de souffle, la bourgeoisie intensifie l'exploitation pour maintenir les profits que le marché ne lui garantit pas. Tant que nous la laisserons faire, elle nous tirera le plus loin possible en arrière. Il faut que le monde du travail riposte et redonne tout leur sens aux paroles de l'Internationale: « *Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes* »!

Au sommaire

CHEMINOTS



Une grève qui dure et qui représente tous les travailleurs 5
Échos du mouvement 5
La dette: un prétexte utilisé contre les cheminots 5

LEUR SOCIÉTÉ

Rassemblement unitaire à gauche: aucun débouché pour les travailleurs 3



Pénicaud et les chômeurs: il fallait oser! 3

Chiffres du chômage: ça ne baisse pas 3



Contrats aidés: nouvelles réductions programmées 4

Force ouvrière: changement de tête, pas de perspectives 4

Plan Borloo: les banlieues vont rester en plan 4

Gattaz boni... menteur 4

Éducation nationale: le 3 mai, en grève contre les mesures gouvernementales 6



Enseignement supérieur: toujours moins 6

École primaire: Blanquer et ses coups de règle 6

Université Paris I: la mobilisation continue 6

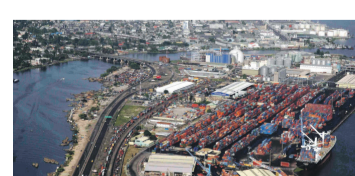
Dette de l'Unedic: spéculer sur le dos des chômeurs 7

Migrants: la solidarité ne désarme pas 7

Vallée de l'Arve: mort d'un patron 7

1^{er} mai dans le monde: des milliers de manifestants 16

Empire Bolloré en Afrique: une affaire éclairante 16



Île de la Réunion: tempête Fakir, il y a de quoi tempêter! 16

LA FÊTE

Le programme 8-9



DANS LE MONDE

États-Unis et Iran: derrière l'atome, le pétrole 10

Espagne: vive la lutte des femmes! 10



Égypte: et pour quelques Rafale de plus 10

Corée: après la mise en scène de la guerre, celle de la paix 11

Arménie: quelle "Révolution de velours"? 11

MAI 68

La révolte étudiante 12



Parution du livre: Mai-Juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers 7

ENTREPRISES

Daunat - Laon 13

CentraleSupélec - Essonne 13

Altéo - Gardanne 13

Rennes: les facteurs toujours en lutte 14

Smovengo 14

Vallourec - Saint-Saulve 14

Solvay - Saint-Fons 14

Air France 15

TFN - Roissy 15

Rassemblement unitaire à gauche : aucun débouché pour les travailleurs

À l'occasion du « meeting unitaire en soutien aux luttes sociales », organisé le 30 avril par différentes organisations comme le PCF, le NPA, Générations, EELV, Nouvelle donne, etc., Pierre Laurent, secrétaire du PCF, a multiplié les déclarations sur la nécessité de « reconstruire une perspective unitaire à gauche ».

Le PCF se veut le chef de file de ces rassembleurs, cherchant à apparaître comme loin des considérations politiciennes. « Il faudra chercher à moins dessaisir les acteurs des mouvements sociaux, les gens qui agissent sur le terrain », a déclaré Pierre Laurent, pour bien montrer son respect des travailleurs en lutte, sans pour autant expliquer quand les travailleurs ont pu « être dessaisis de leurs luttes ». Certes, des travailleurs de différents

secteurs étaient invités à s'exprimer lors de ce meeting. Et le fait que des partis politiques organisent des meetings ou des manifestations de soutien aux cheminots en lutte n'a rien de choquant, au contraire.

Mais pour le PCF, comme pour Hamon, qui était invité mais s'est désisté au dernier moment, comme pour Mélenchon qui préfère des initiatives concurrentes, l'objectif est de reconstituer une unité à gauche qui serait, à leurs yeux, un



Le 30 avril, place de la République, Paris.

débouché politique.

Quand Pierre Laurent dit : « Il faut reconstruire une perspective unitaire », il exprime clairement que la seule perspective qu'il propose se situe sur le terrain électoral. Vouloir construire un front allant du NPA à Hamon revient à faire croire que les partis comme le PS ou le PCF ou EELV, qui depuis des décennies gouvernent contre les travailleurs, peuvent représenter une solution dans l'avenir. Les politiciens qui affirment vouloir offrir un « débouché politique aux luttes » cherchent en fait

à fabriquer le prochain François Hollande qui dira la main sur le cœur, avant les élections, que son ennemi est la finance, ou la réforme de la SNCF, ou l'attaque contre le Code du travail, et qui gouvernera pour le grand patronat, une fois élu. Cela revient aussi à dire que les travailleurs en lutte ne peuvent trouver de solution par eux-mêmes, mais que leur sort dépend de l'existence d'un gouvernement de gauche à leur écoute. Alors qu'un tel gouvernement n'a jamais existé.

Loin de ce jeu politique,

les travailleurs ont tout intérêt à développer au contraire la conscience que seules leurs luttes déterminées et collectives peuvent changer la donne, faire reculer le gouvernement et le patronat. Au lieu de chercher à envoyer encore des ministres gérer la société bourgeoise, le seul « débouché politique » utile consiste à contester l'exploitation, le pouvoir de la bourgeoisie, à vouloir détruire le système capitaliste et pas seulement le gouvernement Macron.

Marion Ajar

Pénicaud et les chômeurs : il fallait oser !

Vendredi 27 avril, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a présenté en Conseil des ministres un projet de loi intitulé « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel », afin d'instaurer pour les travailleurs « une flexisécurité à la française ».

Comme à chaque fois avec un gouvernement, quel qu'il soit, les mots sont à prendre à contresens. Chaque « réforme » qui prétend moderniser les conditions de travail vise au contraire à imposer des retours en arrière pour les travailleurs ; la « sécurité de l'emploi » généralise les contrats précaires ; et quant à la « liberté

de choisir » son métier, elle se traduira pour les chômeurs par des contrôles plus stricts et des obligations supplémentaires.

À partir du 1^{er} juin 2019, ces derniers seront dans l'obligation de tenir pendant dix-huit mois un journal de bord retraçant toutes les démarches effectuées chaque mois pour rechercher un

emploi, même si l'on sait d'avance que ces recherches vont être vaines. Chacun sait que des régions entières sont sinistrées et que les seuls emplois proposés y sont bien souvent sous contrats très courts, parfois de quelques jours seulement quand il s'agit de faire face par exemple à une affluence exceptionnelle lors de salons ou de périodes de soldes. Et qui jugera qu'une fois rempli ce journal correspond, ou non, à ce qui en est attendu ?

La ministre prévoit des

sanctions plus lourdes, pouvant aller d'un mois de radiation à la radiation définitive si les chômeurs refusent des offres dites raisonnables. Ces offres seraient dorénavant négociées individuellement entre chaque chômeur et son conseiller à Pôle emploi. Mais comment faire, quand les conseillers croulent déjà sous le nombre de chômeurs à suivre ? Alors que, pour faire un travail efficace, ils ne devaient pas en avoir plus de 50, et dans certaines zones où le chômage frappe

parfois jusqu'à 25 ou 30 % de la population active, ils peuvent en avoir 200 ou plus.

Pour tenter de faire avaler la pilule des sanctions, Pénicaud entrouvre une fenêtre : un salarié pourrait démissionner sans perdre son allocation chômage, mais à condition qu'il le fasse pour mener un nouveau projet professionnel, et seulement une fois tous les cinq ans. La manœuvre est un peu trop grossière pour duper les travailleurs.

Marianne Lamiral

Chiffres du chômage : ça ne baisse pas

Pôle emploi a publié le 25 avril des statistiques trimestrielles du chômage : elles montrent une très légère baisse de 1 %, mais seulement d'une catégorie de chômeurs.

L'annonce repose uniquement sur la catégorie A de Pôle emploi, sans travail du tout, qui sont 3,4 millions en France métropolitaine, et plus encore si on compte l'outre-mer.

C'est donc un trompe-l'œil, car l'ensemble des chômeurs est de 6,2 millions ! Et, s'il est besoin de démonter l'opération passe-passe de l'annonce de Pôle emploi, il suffit de regarder ses chiffres de près. La « reprise », le « réveil » dont certains commentateurs se

délectent, ce n'est pas pour les chômeuses, même en catégorie A, dont le nombre augmente. Ce n'est pas non plus pour les plus de 50 ans, en particulier les femmes, ce n'est pas pour les jeunes de moins de 25 ans. Et c'est encore moins pour les chômeurs de longue durée (+ 6,5 % en un an). Et il n'est nulle part question des 3 millions de chercheurs d'emplois découragés qui, selon ATD-Quart monde, seraient en grande partie des allocataires du RSA socle,

des jeunes qui n'ont trouvé ni emploi ni formation, ou ne sont inscrits sur aucune liste, et qui ont perdu espoir et ne touchent rien.

Qu'on soit classé dans la catégorie A, B, C, D ou E, être chômeur c'est faire partie de cet énorme groupe de travailleurs que la société capitaliste choisit de laisser vivoter sans un salaire décent – 1 800 euros minimum – pour l'unique raison qu'elle veut faire baisser le « coût » du travail et donc augmenter la productivité, l'exploitation de ceux qui restent pour remplir ses coffres.

Viviane Lafont





Des emplois en moins, des difficultés pour l'entretien des communes.

Contrats aidés : nouvelles réductions programmées

Le gouvernement Macron a décidé de réduire le nombre de contrats aidés de 459 000 fin 2016 à 200 000 pour 2018. Un certain nombre d'associations, écoles, Ehpad, hôpitaux avaient perdu, à l'été 2017, des dizaines de milliers de salariés.

Sous prétexte de renforcer le volet formation de ces contrats, ils ont été remplacés depuis janvier par les PEC, parcours emploi compétences. Toujours réservés au secteur public ou associatif, d'une durée de 9 à 12 mois, ils ne sont plus pris en charge par l'État à 70 %, mais à 40 à 50 % du salaire brut au smic. La formation sera aussi à la charge de l'employeur. Ce nouveau dispositif traduit en fait surtout un désengagement financier de l'État.

C'est bien ce que les

communes et associations contestent. Les petites communes rurales avaient depuis des années embauché des personnes de leur village pour assurer l'entretien des communes, la garde des enfants ou l'intervention dans les écoles. Alors que les dotations de l'État baissent, nombre d'entre elles n'ont pas les moyens de financer ces nouveaux contrats. En Dordogne, sur 1 028 accordés par l'État, soit 30 % de moins que les contrats aidés, seuls 155 ont été signés. Des associations

de toute sorte, protection des animaux, soutien aux femmes victimes de violence ou aide aux jeunes, etc., ont arrêté ou réduit leurs activités faute de personnel. Il n'est pas sûr qu'elles puissent reprendre.

Ces contrats sont des pis-aller et remplacent des embauches indispensables dans des fonctions utiles à une grande partie de la population. Ils devraient être remplacés par des emplois à temps plein, avec formation si nécessaire. À l'inverse, le gouvernement réduit les moyens des associations et des collectivités, favorise l'emploi de travailleurs sous-payés, augmente le nombre des sans-emploi.

Inès Rabah

Force ouvrière : changement de tête, pas de perspectives

Le 27 avril, le congrès de la confédération Force ouvrière a entériné le choix de Pascal Pavageau pour succéder à Jean-Claude Mailly au poste de secrétaire général.

Le rapport d'activité présenté par Mailly n'a été approuvé que par 44 % des délégués et 13 % d'entre eux se sont abstenus. Les militants ont ainsi désavoué le soutien au gouvernement de celui qui vient de qualifier Muriel Pénicaud de « bonne ministre du Travail ». Surtout, Mailly paye son refus d'appeler à la mobilisation contre les ordonnances Macron sur le Code du travail l'été dernier. Politique d'autant plus scandaleuse pour beaucoup que la centrale syndicale avait été partie prenante de la mobilisation contre la loi El Khomri en 2016.

Pavageau est présenté comme plus contestataire que Mailly. Il dénonce, avec

beaucoup de prudence, la politique de Macron et son mépris pour les organisations syndicales. Il concentre l'essentiel de ses critiques sur ce qui menace les intérêts d'appareil.

D'une part, il s'alarme de la remise en cause du paritarisme, c'est-à-dire de la participation des syndicats à la gestion des régimes d'assurance sociale et de formation professionnelle, aux tribunaux prud'homaux, etc.

D'autre part, Pavageau regrette à longueur de discours que les directions syndicales ne soient pas plus associées aux mesures prises par le gouvernement. S'il prend des postures un peu plus protestataires que

son prédécesseur, c'est sans doute pour répondre au mécontentement des militants.

Mais la vraie question est celle des perspectives. Et, de ce point de vue, Pavageau ne s'écarte pas de son prédécesseur : c'est en fait surtout au gouvernement et au patronat qu'il s'adresse, les priant de bien vouloir changer de « méthode » et réclamant des invitations à des négociations. Quelle différence dans le fond avec Mailly, qui lui aussi avait su apparaître comme contestataire avant de soutenir les ordonnances Macron ? Ce qui est déterminant est le rapport de force entre les travailleurs et le patronat. Ce n'est que par leurs luttes collectives que les travailleurs peuvent le modifier, et le rôle d'une organisation ouvrière devrait être de les préparer.

Nicolas Carl

Plan Boorlo : les banlieues vont rester en plan

Jean-Louis Boorlo vient de présenter un énième plan pour les banlieues. Ex-président de l'UDI centriste, ex-ministre notamment de Sarkozy qui avait hésité à en faire son Premier ministre, Boorlo s'était retiré de la vie politique.

Mais, à la demande de Macron, il a travaillé sur dix-neuf « programmes en vue d'une ambitieuse réconciliation nationale » et, à son de trompe, il annonce que « l'heure n'est plus aux rapports d'experts, l'heure est à l'action ». Pour agir, Boorlo propose de mettre sur la table rien moins que 48 milliards d'euros, dont il ne dit pas grand-chose de la provenance si ce n'est que 10 milliards viendraient de futures privatisations.

On ne sait pas si les propositions de Boorlo seront finalement retenues par Macron, qui en mai présentera son « plan de mobilisation ». Mais finalement qu'importe, puisque le seul but de cette présentation en fanfare est de faire croire que Macron se soucierait du sort des plus défavorisés, lui le

président des riches dont la politique aggrave encore le chômage, première cause de la dégradation dramatique de la vie dans les banlieues.

Alors, le plan Boorlo s'ajoute à la liste déjà longue des plans banlieues restés sans résultats, comme le plan de « cohésion sociale » proposé en 2004 par le même Boorlo, le « plan espoir banlieue » en 2008 de Fadela Amara, passée de la gauche au gouvernement Sarkozy, ou enfin en 2014 le plan Hollande pour « la ville et la cohésion urbaine ». Sans oublier que, dans le domaine des plans bidon, Boorlo a quand même la médaille d'or avec, en 2015, le plan d'électrification de l'Afrique avec rien moins que... 200 milliards d'euros!

Cédric Duval



Gattaz : boni... menteur

« J'ai expliqué, en 2013, que nous pouvions créer un million d'emplois », pérorait Gattaz, le patron du Medef, devant le micro de France Inter au lendemain de l'annonce d'une prétendue baisse du chômage.

Et de s'attribuer un satisfecit pour une campagne de communication qui, en effet, a été une occasion de marteler des années durant, aux oreilles gouvernementales, les desiderata patronaux. Et en effet les patrons ont obtenu, grâce au pacte de responsabilité de 2014, 30 milliards de baisses de cotisations pour leurs entreprises, auxquels se sont ajoutés 20 milliards de CICE (crédit d'impôts compétitivité emploi) par an, sans aucun engagement en termes d'embauches. Hollande

y avait ajouté, gratuitement pourrait-on dire, la baisse à 28 % de l'IS, l'impôt sur les sociétés, pour 2020, que Macron, en bon Monsieur Plus, va aplatiser à 25 % pour 2022.

Gattaz ment aujourd'hui autant qu'hier. Qu'il cherche à obtenir un golden parachute avant de quitter la tête du Medef, cela peut se comprendre, surtout après avoir investi dans un château du 17^e siècle dans le Luberon, avec 35 hectares de vignes classées – c'est *Le Canard* qui le dit.

V. L.

Une grève qui dure et qui représente tous les travailleurs

Les cheminots sont bel et bien installés dans la grève, chaque semaine qui passe le confirme. Les DII, ces formulaires par lesquels ils se déclarent grévistes auprès de leur direction, ont été à nouveau très nombreux pour les 3 et 4 mai, après une baisse lors des deux jours de grève précédents, qui tombaient sur un week-end.

Le mouvement des cheminots marque l'actualité, d'abord parce qu'il dure et se maintient, mais aussi parce que les cheminots ont choisi de mettre en avant ce qui, dans les attaques du gouvernement, concerne tous les travailleurs : la peur de perdre son emploi lors du passage au privé de sa ligne ou de son atelier, le refus de la précarité pour les jeunes embauchés qui n'auront plus le statut des

cheminots, et aussi les bas salaires, bloqués d'année en année, les conditions de travail qui se dégradent et se dégraderont encore plus vite avec la privatisation et la mise en concurrence.

Ces problèmes sont le quotidien de tous les salariés, du public ou du privé, et c'est la raison pour laquelle le mouvement des cheminots rencontre l'assentiment d'une grande majorité d'entre eux. Cela,

les grévistes le constatent dans leurs familles, auprès de leurs amis, lors des diffusions de tracts aux usagers et des opérations péage gratuit. Ils sont fiers de mettre Macron dans une position de plus en plus inconfortable en tenant semaine après semaine.

Quand Macron a lancé le pacte ferroviaire, il avait des objectifs qui lui étaient propres : faire la démonstration que lui, contrairement à ses prédécesseurs, il était capable de mettre au pas les cheminots. Il voulait montrer à la bourgeoisie qu'elle avait misé sur le bon cheval lors de l'élection présidentielle.

Cela ne pouvait que convenir à la bourgeoisie...

à condition que ça fonctionne. Et ça n'a pas fonctionné comme prévu. Le mouvement des cheminots a surpris Macron et la bourgeoisie, d'abord par son caractère massif, ensuite par sa durée. Les capitalistes s'attendaient à 15 jours de grève et s'étaient organisés en fonction de cela : en faisant du surstockage, en prévoyant des transports supplémentaires par camion. Maintenant que le mouvement dure depuis près d'un mois, et garde son caractère massif, ces arrangements ont atteint leurs limites et les capitalistes de certains secteurs commencent à s'impatienter.

Outre les patrons du tourisme et de l'hôtellerie, les capitalistes de secteurs de l'agroalimentaire, du bâtiment, se plaignent par médias interposés de ne pas pouvoir évacuer leurs silos avant la prochaine récolte pour les uns, de ne

pas pouvoir acheminer les granulats nécessaires aux grands chantiers pour les autres.

Un sondage réalisé pour le journal patronal *La Tribune* indique que, « dans les entreprises comptant 10 salariés ou plus, 47% connaissent une perturbation de leur activité (dont 27% beaucoup) ». Pour « sortir de la crise », 45% des patrons interrogés estiment que le gouvernement « doit négocier certains points de la réforme ».

Ils écartent néanmoins de ces points de négociation possible tout ce qui concerne le statut des cheminots, la garantie de l'emploi, les conditions de travail et les salaires. Le mouvement risque de durer encore... et, pourquoi pas, de voir d'autres travailleurs en colère le rejoindre. C'est en tout cas ce qui serait nécessaire.

Valérie Fontaine



Opération «péage gratuit» à Saint-Arnoult le samedi 28 avril.

Échos du mouvement

Strasbourg

Samedi 28 avril, les cheminots ont choisi l'humour pour s'adresser aux usagers. Ils se sont installés place du Château, devant la cathédrale, pour diffuser un tract intitulé « *Cheminots, c'est la vie de château* ». Ils portaient des badges « baron du rail », « impératrice des quais », « marquise du contrôle », « archiduc de l'aiguillage », etc.

La direction ayant employé des intérimaires et des travailleurs en CDD pour remplacer les grévistes, la CGT a fait appel à l'inspection du travail pour constater ces irrégularités, et a demandé l'embauche sous statut de ces travailleurs précaires ! L'inspectrice du travail est venue faire un contrôle inopiné en gare et s'est vu refuser par la direction l'accès aux locaux et le contact avec les

salariés. Elle est revenue avec du renfort pour obtenir le listing complet des salariés embauchés les jours de grève.

Ateliers de Châtillon

Les assemblées générales (AG) regroupent toujours plusieurs dizaines de cheminots, parmi lesquels certains ont repris momentanément le travail mais tiennent à assister à l'AG du matin. La direction enlève systématiquement une heure de grève à ces derniers, ce qui les incite à rester plus longtemps !

Orléans - Les Aubrais

Samedi 28 au matin, une vingtaine de cheminots ont déployé de grandes banderoles sur trois sites de l'agglomération d'Orléans, pour faire connaître leur grève et leurs revendications.

Sur l'une d'elles, on pouvait lire : « *La bataille du rail*

va bon train, cheminots en colère ». Preuve s'il en était besoin que les grévistes sont déterminés à tenir le bras de fer avec le gouvernement

Paris Gare d'Austerlitz

Dimanche 29 avril, une fête a été organisée sous le bâtiment des contrôleurs, pour se mettre à l'abri de la pluie. Une centaine de personnes sont passées : cheminots, mais aussi membres d'un collectif d'usagers, travailleurs des Finances publiques, de l'AP-HP, retraités... Une fanfare, des animations (chambouletout et peinture de banderoles) ont contribué à la bonne ambiance. La collecte a permis de récolter plus de 500 euros, frais de nourriture déduits. La fête s'est terminée avec le chant de *L'internationale*.

La dette : un prétexte utilisé contre les cheminots

La dette de la SNCF est invoquée pour tenter de justifier la nécessité de la suppression du statut des cheminots. Pourtant, ceux-ci ne sont en rien responsables de cette dette qui s'élève aujourd'hui à quelque 50 milliards d'euros.

Si elle a atteint de tels sommets, c'est parce que les gouvernements successifs, ceux qui ont décidé le développement des lignes à grande vitesse (LGV) dans les années 1980 et ceux qui ont suivi, ont payé le prix fort aux Bouygues, Dumez et autres grands capitalistes. Et ceux-ci ont construit les LGV à des prix exorbitants et surévalués. Les intérêts de cette dette continuent à engraisser les banquiers aux dépens des caisses de l'État. En quoi les cheminots sont-ils responsables de cela ? En rien

Il n'empêche, même les syndicalistes font mine de prendre très au sérieux cette idée qu'il faudrait réformer la SNCF parce qu'un retraitement de la dette est indispensable. Philippe Martinez, secrétaire national de la CGT, interrogé le matin du 1^{er} mai par BFM TV, expliquait en substance que l'État devait reprendre la dette et que cela faisait partie des points que la CGT entendait mettre sur la table des négociations

le 7 mai prochain. Mais négocier quoi ? De toute façon, la dette de la SNCF est et continuera d'être à la charge de l'État. En revanche, ce que l'on voit se dessiner, c'est la possibilité pour les leaders syndicaux d'obtenir un petit quelque chose quant à ce « retraitement de la dette » afin de pouvoir le présenter comme un recul justifiant l'arrêt du mouvement et la reprise du travail.

C'est un piège ! Par leur grève, les cheminots veulent interdire la dégradation de leurs conditions de travail, de salaire, de vie. Cela n'a rien à voir avec les micmacs financiers entre l'État et la SNCF, d'autant que l'État sait très bien vivre à crédit, avec des dettes qui abondent les bénéfices des financiers. Aux cheminots de ne pas vendre leur mouvement, leur force, leur détermination pour l'os que le gouvernement finira peut-être par lancer aux dirigeants des centrales syndicales.

Lucienne Plain

Éducation nationale : le 3 mai, en grève contre les mesures gouvernementales

Le jeudi 3 mai, la majorité des syndicats de l'Éducation nationale appellent à la grève et à des manifestations. Cette journée se situe dans la continuité de celle du 22 mars dans la fonction publique contre la dégradation des conditions de travail et l'austérité salariale, mais également en lien avec la grève de la SNCF ou les mouvements dans d'autres secteurs, comme les Ehpad.

La réforme du lycée, qui sera appliquée à la rentrée 2019 en première et à celle de 2020 en terminale, prévoit la disparition des sections actuelles, L, ES et S, au profit d'une organisation basée sur un choix de spécialités. Dans un contexte marqué par la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, elle a toute chance d'avoir pour conséquence une diminution des moyens au niveau des établissements.

Dans l'enseignement professionnel aussi, la réforme annoncée donne la priorité à l'apprentissage et laisse prévoir une réduction des formations dans le cadre scolaire.

Dans le domaine de l'orientation scolaire, les centres d'information et

d'orientation, où les élèves et leurs familles pouvaient s'informer, sont menacés de fermeture, et les délégations régionales de l'Onisep, qui publiaient les documents sur lesquels le public pouvait s'appuyer en la matière, sont transférées de l'État aux régions.

Toutes ces mesures vont aggraver encore l'état de délabrement dans lequel se trouve déjà le système éducatif, en particulier dans les quartiers populaires. Elles s'ajoutent à celles qui vont viser tous les travailleurs, comme la réforme des retraites. C'est autant de raisons de se mobiliser contre Macron et son gouvernement, au côté des autres travailleurs.

Daniel Mescla

Enseignement supérieur : toujours moins...

Pour tenter de répondre aux critiques sur sa réforme de l'entrée à l'université, Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur, avait annoncé « un effort financier considérable ». La somme qu'elle compte y consacrer se révèle pourtant dérisoire par rapport aux besoins.

28 000 bacheliers supplémentaires sont ainsi attendus cette année. La ministre n'avait annoncé que 19 000 places supplémentaires. Mais on s'aperçoit aujourd'hui que seulement 33 millions d'euros y seront affectés en 2018 et 2019, ce qui correspond à peine au financement de 3 000 places. La création des nouveaux parcours, conseillés à tous les bacheliers qui ne se voient acceptés qu'à condition de suivre une remise à niveau, nécessiterait en outre des moyens supplémentaires.

Non seulement les modalités de la sélection empirent, mais la situation des universités va continuer de s'aggraver.

230 000 étudiants supplémentaires sont inscrits en faculté depuis 2013, sans que les finances suivent. La dépense moyenne par étudiant a baissé de plus de 10%. Concrètement, cela veut dire des amphithéâtres surchargés, des cours dédoublés avec les moyens du bord, et des facultés parfois sans chauffage.

Le gouvernement prétend vouloir la réussite de tous les étudiants. En réalité, il organise l'exclusion d'une partie des bacheliers qui auraient le droit d'accéder à l'enseignement supérieur, et compte aussi sur le fait que certains étudiants, les plus fragiles, quitteront rapidement l'université.

D. M.

École primaire : Blanquer et ses coups de règle

Quatre circulaires dans le B O (le Bulletin officiel de l'Éducation nationale), un guide volumineux, voilà le viatique dont le ministre Blanquer vient de pourvoir les enseignants de l'école primaire, afin de remédier au déficit de « maîtrise des savoirs fondamentaux ».

Nul doute que les professeurs seront avides d'apprendre qu'il sied d'utiliser des petits cahiers (et non des grands) à grands carreaux (et non des petits). Passons sur les recommandations pédagogiques : deux fois quinze minutes d'écriture par jour, une dictée quotidienne de dix à quinze minutes, des comptines pour apprendre... à compter, quinze minutes de calcul mental par jour, innovations que les maîtres et leurs élèves vont découvrir de leurs grands yeux ébaubis.

Ferrailler contre la « méthode globale » d'apprentissage de la lecture, qui n'est plus de longue date mise en œuvre par les instituteurs, n'a qu'une fonction : attribuer les problèmes de l'école aux enseignants, et continuer à tenter de faire fonctionner le système avec des moyens en baisse.

Tous les gouvernements successifs ont fait des économies sur le nombre d'élèves par classe, les cours en petits groupes, pour réduire les postes d'enseignants, en primaire comme dans

le secondaire. Hollande avait promis la création de 60 000 postes... que les établissements attendent toujours. Les emplois aidés, supprimés en novembre dernier par Macron, même loin d'être des vrais emplois, fournissaient les collèges et lycées en adultes encadrants, bien nécessaires.

Blanquer vient après tout cela, en marche vers la poursuite de cette politique d'économies. Et, dans la société qui fabrique des chômeurs et des enfants de chômeurs, des banlieues pauvres et des campements de réfugiés, cette société inique que le ministre et le gouvernement défendent, l'école n'est pas un monde à part.

Viviane Lafont



Université Paris I : la mobilisation continue

Malgré les évacuations le 20 avril des deux centres occupés de l'université Paris 1, Pierre Mendès-France (Tolbiac) et Saint-Charles, la mobilisation étudiante continue.

Le gouvernement espérait en finir avec elle en évacuant les centres universitaires à la veille des vacances et des examens de fin d'année. S'il n'y a pas eu de manifestation massive pendant les vacances, certains étudiants ont continué à se mobiliser.

Ainsi, l'évacuation de Tolbiac n'a pas empêché quelques dizaines d'étudiants de continuer à populariser leur mouvement et préparer la manifestation du 1^{er} mai. Ils ont cherché à s'adresser à d'autres étudiants malgré les vacances, dans des résidences du Crous ou à la porte de restaurants universitaires.

Et puis ils sont aussi allés

s'adresser à des travailleurs. Bien entendu, les rencontres les plus nombreuses ont eu lieu avec des cheminots ces dernières semaines, en participant aux rassemblements organisés par les syndicats par exemple. Les vacances ont aussi donné l'occasion de s'adresser à des hospitaliers, à la Pitié-Salpêtrière ou à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, en distribuant des tracts et en discutant. Les étudiants qui ont participé à ces rencontres ont pu mesurer le recul des conditions de travail et le manque de moyens alloués par l'État dans tous les services publics utiles à la population. Ils se sont renforcés dans la conviction

que se donner les moyens de discuter, avec d'autres étudiants ou des hospitaliers, était la meilleure façon de continuer à se mobiliser.

Le 30 avril avait lieu la rentrée des lycées en région parisienne. C'est donc tout naturellement que la semaine a commencé en allant s'adresser aux lycéens, avec l'objectif d'être le plus nombreux possible aux manifestations des 1^{er} et 3 mai avec les cheminots et les enseignants.

Au moins quatre sites de l'université de Tolbiac sont toujours fermés par la présidence. Le centre Saint-Charles, rouvert le 30 avril et aussitôt réoccupé, a été évacué par les CRS dans la journée. Mais cela n'empêche pas la continuation du mouvement.

Correspondant LO

Dette de l'Unedic : spéculer sur le dos des chômeurs

Le Gacdac, Groupe d'audit citoyen de la dette de l'assurance-chômage, vient de rendre public un rapport sur la dette de l'Unedic, qui dénonce l'opacité du financement de cette dette par l'organisme chargé de la gestion des cotisations de quelque 16,5 millions de salariés.

Le montant de la dette de l'Unedic est estimé de 34 à 37 milliards d'euros. Comme d'autres organismes, l'Unedic emprunte de l'argent sur les marchés financiers, par le biais d'émissions d'obligations bancaires dont une partie sont des titres aux taux flexibles et peu réglementés, pour qu'il soit très facile de les revendre sur les marchés financiers. Pour mener à bien ces opérations de revente, l'Unedic fait appel à une vingtaine d'établissements financiers où l'on retrouve tout le gratin de la banque: BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole, Bred, Natixis mais aussi Barclays, HSBC, Crédit suisse, Unicredit, Commerzbank, Citigroup, JP Morgan et quelques autres.

Une fois que ces banques ont acquis les titres de l'Unedic, ils les revendent sur le second marché, moyennant commission bien sûr et par le biais d'une chambre de compensation. L'une d'entre elle, Clearstream, a défrayé la chronique dans le passé. Ils passent donc par une autre, moins connue, Euroclear qui, en dépit de son nom, ne rend pas l'opération plus claire!

Au total, l'Unedic verserait 400 millions d'euros d'intérêts aux acteurs financiers, sans d'ailleurs savoir exactement à qui. En 2015, le directeur de l'Unedic avait avoué aux sénateurs: «*Nous n'avons pas de suivi précis sur la manière dont notre dette est renégociée sur les marchés (...). Nous savons*

à quel prix, mais nous ignorons qui sont les vendeurs et qui sont les acheteurs». Ces requins de la finance spéculent sur la dette de l'Unedic, comme ils le font pour tout, sans grand risque ici puisque les titres de l'Unedic sont garantis par l'État.

Au début des années 2000, l'Unedic était bénéficiaire. Les excédents devaient servir pour les périodes de déficit. Mais le patronat ayant obtenu que le montant de ses cotisations n'augmente pas, cela a conduit en dix ans à la dette actuelle, devenue une source supplémentaire de profits pour les banques et d'autres.

Et le gouvernement de crier haro sur le chômeur, en tête les 2,78 millions de chômeurs indemnisés, préférant durcir le contrôle des chômeurs, tandis qu'il fiche une paix royale à ceux qui spéculent sur la dette de l'Unedic.

Jacques Fontenoy

Migrants : la solidarité ne désarme pas

Après avoir construit un faux poste-frontière au col de l'Échelle dans les Hautes Alpes les 21 et 22 avril, les activistes d'extrême droite de Génération identitaire ont continué à patrouiller pour bloquer le passage aux migrants.

Vendredi 27 avril, ils se sont vantés d'en avoir livré plusieurs à la police. La préfecture a pris son temps pour leur ordonner de cesser de jouer aux gendarmes puis elle a classé l'affaire en prétextant qu'aucune plainte de migrants n'avait été enregistrée!

En revanche, les participants à la contre-manifestation organisée par les associations d'aide aux migrants ont été bloqués par la police, certains placés en garde à vue et trois d'entre eux maintenus en détention. Ils sont accusés «*d'avoir facilité ou tenté de faciliter l'entrée irrégulière en France d'étrangers*» et, circonstance aggravante, puisqu'il s'agissait d'une manifestation, ce serait des faits «*commis en bande organisée*», passibles au maximum d'une amende de 750 000 euros et de dix ans de prison. Les trois jeunes, qui refusaient d'être jugés en comparution immédiate, ont été transférés à la prison des Baumettes.

Adeptes du bluff et avides de couverture médiatique,

les identitaires profitent de la complaisance des autorités, locales en particulier, et d'une police qui n'hésite pas à expulser des immigrés ayant déjà passé la frontière, sans même les laisser déposer une demande d'asile.

Quant au gouvernement, on peut juger de sa politique d'accueil au vu de sa récente loi asile-immigration qui place les migrants en centre de rétention, enfants compris, le temps nécessaire pour trouver le moyen d'en expulser le plus possible.

Cela n'arrête pas ceux qui ont décidé de refuser cette politique inhumaine. À Gap, ils ont manifesté contre l'extrême droite. Dans tout le pays, à l'initiative de nombreuses associations, une marche solidaire est déjà prévue qui en trois mois et soixante étapes, de Vintimille à Calais, défendra le droit des réfugiés à une vie digne.

Une initiative que doivent soutenir tous ceux qui refusent la prolifération des frontières et des barbelés contre les pauvres.

Sylvie Maréchal

Vallée de l'Arve : mort d'un patron

« Yves Bontaz : décès d'une figure de l'industrie », titrait fin avril la presse locale à l'occasion du décès du patron d'une des principales entreprises de décolletage du même nom.

Sa notoriété avait dépassé la vallée de l'Arve et la Haute-Savoie suite à la sortie, il y a quelques années, du film-documentaire «*Ma mondialisation*» où on le voyait dans la scène finale trinquer joyeusement avec d'autres patrons du décolletage à la mise à mort des 35 heures et du Code du travail.

Il aimait rappeler ses débuts où il avait dû vendre le cheval de son père pour payer sa première machine installée dans la grange familiale! Mais sa fortune s'est construite ensuite sur l'exploitation des travailleurs dans la vallée à Marnaz, mais aussi en Tchéquie, Tunisie, Maroc, Inde et Chine qui totalisent maintenant près de 90% des effectifs du groupe Bontaz. Il faisait tout pour se donner une image de

bienfaiteur de la Haute-Savoie et en particulier de la vallée de l'Arve, mais était aussi bien connu pour ne tolérer aucune entrave à sa liberté d'exploiter.

Ainsi en 2015 dans une des filiales du groupe, Mecalp-Technology situé à Meyrin dans le canton de Genève, il avait tenté de profiter de la réévaluation du franc suisse pour imposer le travail obligatoire et gratuit du samedi, la baisse des salaires à hauteur de 10%, ainsi que leur paiement en euros et non plus en francs suisses. Dans un premier temps il avait même licencié sur le champ trois travailleurs qui avaient osé protester. Finalement, devant la grève qui avait spontanément éclaté, il avait dû négocier et reculer en bonne partie.

Correspondant LO

Mai-Juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers

Mai-Juin 1968 a été la plus vaste grève générale que le pays ait connue. Les jeunes travailleurs de toute une génération se sont politisés. Ils découvraient la force extraordinaire de leur classe. Le drapeau rouge et l'Internationale tenaient le haut du pavé, et une partie de ces jeunes se tournaient vers les idées révolutionnaires.

Acteurs de cette explosion sociale, plusieurs dizaines d'entre eux, militants du groupe trotskyste Voix ouvrière, ancêtre de Lutte ouvrière, témoignent ici. D'Arlette Laguiller, employée au Crédit Lyonnais, à Paul Palacio, ouvrier à Renault-Billancourt; de Georges Kvartskhava, ouvrier à Peugeot Sochaux, à Danielle Riché, aide-chimiste à Rhône-Pou-

lenc; d'Antonio Vasconcelos, électricien sur le chantier de Jussieu

à Paris, à Anne-Marie Laflorentie, ouvrière dans une scierie du Tarn-et-Garonne, ces militants ouvriers racontent leur grève de mai-juin 1968. Contre les patrons, contre le pouvoir gaulliste, et souvent malgré les appareils de la CGT et du PCF.

Elles et ils avaient alors 18, 20 ou 30 ans. Mai-Juin 1968 a contribué à forger leurs convictions communistes et révolutionnaires. Cinquante ans après, toutes et tous les ont gardées intactes.

À paraître le 19 mai, ce livre sera en vente à la Fête de Lutte ouvrière, sur notre site et auprès de nos camarades. Édité par Lutte ouvrière, il comprend, outre les témoignages, un avant-propos, une analyse datant d'août 1968, une chronologie et plusieurs dizaines d'illustrations, photographies ou affiches de Mai-Juin 1968. Prix: 18 euros.





Fête de Lutte ouvrière

19 - 20 - 21 mai à Presles (Val-d'Oise)

La Fête et la Lutte (ouvrière)

Il n'y a pas de pause dans les attaques patronales et gouvernementales contre les cheminots et l'ensemble de la classe ouvrière. Eh bien, à la mi-mai, à Presles, la Fête de Lutte ouvrière en propose une. Pas une pause de la mobilisation, puisqu'il lui faut grandir

et se renforcer à la hauteur des menaces gouvernementales. Mais une pause en toute fraternité pour parler de tout, de Mai 68 et de mai 2018; de nos idéaux communistes comme des luttes ouvrières du passé; du jeune Karl Marx et du vieux monde; de l'atome et de

l'espace; des livres et des blogs; du jazz et de la java... Échangeons l'âcre odeur des lacrymogènes, des transports en commun surchargés et des usines, contre l'appétissant parfum de la chorba et des tartes aux mirabelles. Au moins pendant trois jours...



Meetings de Nathalie Arthaud dimanche et lundi à 15 heures

Cinéma

Le jeune Karl Marx de Raoul Peck • Le Caire confidentiel de Tarik Saleh • 120 battements par minute de Robin Campillo • Une famille syrienne de Philippe Van Leeuw • Out de György Kristóf • Un homme intègre de Mohammad Rasoulof • L'autre côté de l'espoir de Aki Kaurismäki • À mon âge

je me cache encore pour fumer de Rayhana Obermeyer • Makala de Emmanuel Gras • Corporate de Nicolas Silhol • I am not your Negro de Raoul Peck • Mémoires d'un condamné de Sylvestre Meinze • IVG 40 ans après de Yves Campagna, Jean-François Raynaud • Cinéma en plein air dimanche soir

Pour les enfants

• Les jeux et animations où petits et grands peuvent participer, gratuitement pour la plupart. Du simple billard japonais aux jeux de société ou d'adresse, en passant par le bowling électronique, du jeu d'échecs géant au filet et au mini-golf, sans oublier le manège et le petit train, la liste est très longue. Une Carte orange, réservée

aux enfants, leur permet de ne pas trop en manquer. • La Cité des Jeunes, avec de nombreuses activités: maquillage, jeux, dessins animés, conteur, bal costumé... • La Garderie, où les bébés au-dessus de trois mois peuvent être accueillis. Des camarades compétents et attentifs s'occuperont d'eux.

Au Grand Podium

Samedi

- 14h30 Hawa Sow and the Soul Seeders, musique soul
- 17h Les Yeux d'la Tête, chanson française, swing
- 20h15 R.I.C. Roots Intention Crew, ragga dancehall, show plein de couleurs

Dimanche

- 13h30 Aälma Dili, musique balkan western
- 16h15 La Compagnie Jolie Môme, À contre courant, spectacle chanté, chansons contestataires
- 20h30 Soviet Suprem, musique festive, hip hop tzigane, cumbia des Balkans

Lundi

- 13h30 Ali Amran, pop-rock aux accents berbères
- 17h15 The Moonlight Swampers, reprises rock



Soviet Suprem.

Au Théâtre de verdure

- Chutney, retour des sixties
- BB Clan, rock celtique
- Urbain Lambert, country blues francophone
- Don Quichotte, opéra déjanté, par la troupe Les Moyens du Bord
- N'Bee Sweet men, Carnaval d'Haïti

- Jef Sicard, jazz aux rythmes cubains
- Romanès, cirque tzigane
- Jean-Philippe Winter, chansons de poètes
- Mathieu Barbances, chansons & contrebasse
- Blues non stop

Le Village médiéval

Métiers et artisans

Ateliers et échoppes animés par des spécialistes du Moyen Âge: forge, calligraphie, vannerie, travail du bois, instruments de musique, soins du corps, four à pain...

Animations

Conférences, présentation d'armes d'ast, escrime ancienne, démonstrations de combats en armure, jongleurs, danseurs, conteurs, diseurs de poèmes médiévaux et voleurs de feu...

Concert

Musique folk celtique d'inspiration médiévale.

Théâtre

• Le Vilain mire, fabliau du 13^e siècle • Meurtre au château, polar médiéval



Pour venir à la fête

• Autocars gratuits: ils font la navette entre le métro Saint-Denis-Université (ligne 13) et l'entrée de la Fête. Ces cars circuleront aux mêmes horaires que la Fête, avec un départ toutes les 20 mn environ, et le retour est assuré. Durée du trajet: 45 à 60 minutes.

• Venir en train: attention, en raison de travaux, la ligne H sera interrompue entre Paris-Nord et Sarcelles-Saint-Brice. Pour se rendre à Presles, les voyageurs doivent emprunter l'itinéraire de substitution de la SNCF: ligne D du

RER jusqu'à Garges-Sarcelles, puis navette jusqu'à Sarcelles-Saint-Brice; enfin ligne H jusqu'à la gare de Presles-Courcelles. Lundi 21 mai, à partir de 13h30, le trafic reprendra progressivement sur la ligne H.

Par ailleurs, samedi 19 mai est jour de grève. Dans tous les cas, pour optimiser votre trajet, calculez votre itinéraire sur: transilien.com

Une navette gratuite, destinée en priorité aux personnes à mobilité réduite, relie la gare de Presles à la

Fête, située à 900 mètres.

• Voiture: il est difficile de stationner dans Presles. Merci de respecter toutes les interdictions pour ne pas gêner la circulation et... les Preslois. Merci de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage, et sur le panneau disposé à l'entrée de la Fête.

• Des départs collectifs sont organisés à partir de nombreuses villes. Renseignez-vous auprès de nos camarades, ou en consultant les pages régionales du site de Lutte ouvrière.

Les cartes et bons

Il y a tout intérêt à acheter la carte d'entrée à l'avance. Achetée maintenant, elle ne coûte que 15 euros. Sur place, elle sera vendue 20 euros.

Cartes et bons d'achat (4 euros pour une valeur de 5 euros) sont disponibles

auprès de nos camarades, sur le site Internet de la Fête, ou bien par courrier accompagné d'un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière

Fête de Lutte ouvrière
BP 20029
93501 Pantin Cedex

Programme, informations pratiques, commande de cartes et bons

fete.lutte-ouvriere.org

Fête de Lutte ouvrière

19 - 20 - 21 mai à Presles (Val-d'Oise)

Les débats Au chapiteau Karl Marx

- **Présentation du livre *Mai-Juin 1968: souvenirs de militants ouvriers*, avec Arlette Laguiller**

et des militants d'entreprise de l'époque

- **Débat Lutte ouvrière - NPA**

- **Forum de Lutte ouvrière, animé par des grévistes: la lutte des cheminots est celle de tous les travailleurs**

Samedi

- **Jean-Jacques Marie** pour son livre *Les femmes dans la Révolution russe*
- **Julien Chuzeville** pour son livre *Un court moment révolutionnaire, la création du Parti communiste en France*
- **William Blanc**: *Game of Thrones*, une brève histoire de la politique en «fantasy»
- **Claude Guillon**, sur le livre de Walter Markow, *Jacques Roux, le curé rouge*
- **Marie-Laure Brival**, gynécologue-obstétricienne à la maternité des Lilas: l'IVG, 40 ans après
- **Présentation du livre**

Histoire des suffragistes radicales de Jill Liddington et Jill Norris – le combat des ouvrières du nord de l'Angleterre

Dimanche

- **Alain Carré**, médecin du travail-CGT: la précarité contre la santé au travail
- **Jean-Jacques Marie** pour la réédition du livre *Les bolcheviks par eux-mêmes*
- **Combat ouvrier**: le scandale de l'empoisonnement des ouvriers agricoles par le chlordécone aux Antilles
- **Éliane Viennot**: la langue française est-elle sexiste?
- **Alice Canihac**, membre du Gisti: la loi Collomb contre les migrants

- **Alexandre Romanès**, poète, luthiste et responsable du cirque Romanès, cirque tzigane: *Les corbeaux sont les gitans du ciel*

Lundi

- **Marie-Laure Dufresne-Castets**, avocate, pour son livre: *Un monde à gagner, la lutte des classes au tribunal*
- **Présentation du livre d'Alfred Rosmer**: *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*
- **Jacques Legall** pour son livre: *1917-1923: quand la révolution ébranlait le monde*



Au chapiteau Friedrich Engels

Samedi

- **Sylvestre Meinzer**, réalisatrice, après son film *Mémoires d'un condamné*
- **Citroën - Nanterre Mai-Juin 68** d'Edouard Hayen, suivi d'un débat avec Philippe Julien
- **Le fond de l'air est rouge** de Chris Marker

Dimanche

- **Russie 1917: la classe ouvrière ébranle le monde**
- **Charlotte Pouch**, réalisatrice, après son film *Des bobines et des hommes*
- **Le massacre de mai 1967**

en Guadeloupe, débat avec les camarades de Combat ouvrier

- **Michel Lefebvre**: présentation des photos de sa collection *1917, images d'une révolution*
- **Bernard Eisenhitz**, critique de cinéma, présentera des documentaires réalisés dans la Russie des Soviets (1918-1920)
- **Sochaux 11 juin 68** de Bruno Muel + Iskra, suivi d'un débat avec Georges Kvartskhava, ancien ouvrier à Peugeot-Sochaux
- **Projection d'interviews**

de militants ouvriers de 1968: Mai-juin 1968: paroles ouvrières. Débat avec certains d'entre eux

- **La reprise du travail aux usines Wonder** de Jacques Willemont
- **Images et témoignages sur Mai-juin 68 à Nantes**

Lundi

- **Pierre Pézerat**, réalisateur, débat sur l'amiante après son film *Les sentinelles*
- **Sophie Billard et Claire Lebrun**, débat après leur film *Une journée dans la classe de Sophie*

À l'espace débats de la Cité du roman

- **Fabrice Henry**, metteur en scène, présente sa pièce de théâtre *De nos frères blessés*
- **Élise Thiébaud**: auteure du livre *Les règles, quelle aventure*: changer les règles, pour une révolution menstruelle
- **Présentation de la réédition du livre *Le premier maître*** de Tchinguiz Aïtmatov
- **Jacques Weber**, comédien, lira des pages de grands auteurs

Au Village médiéval

- **Julien Théry**: la répression des contestations et des résistances au Moyen Âge, hérésies et Inquisition
- **William Blanc**: causerie sur la légende du roi Arthur

À l'Arboretum

- **Georges Feterman**, biologiste: arbres remarquables, de l'inventaire à la protection



Au chapiteau 1968: expositions commentées, débats, films et publications

Carrousel de la connaissance



Féminin/masculin

#combattons l'exploitation

Spectacle audiovisuel de 45 minutes.

Le nombre impressionnant de femmes qui dénoncent les agressions sexistes qu'elles ont subies témoigne de la persistance de rapports de domination et d'oppression entre hommes et femmes.

Certains tentent toujours d'expliquer, si ce n'est de

justifier, cette domination par le fait que la nature doterait les femmes de douceur et de faiblesse et les hommes de détermination et de force.

Il n'en est rien! Le sexe biologique ne suffit pas à faire une femme ou un homme, c'est l'organisation sociale et la culture qui construisent et formatent le féminin et le masculin. Les relations sociales entre hommes et femmes ont une histoire qui s'inscrit dans l'histoire des sociétés. Elles changeront avec elles.

À la cité des Arts

Apprendre le Dabkeh, danse du Moyen-Orient • Le théâtre de masque • L'opéra en partage, concert lyrique • La musique américaine du 20^e siècle • Préludes et fugues de Bach • Dessiner une tête, c'est pas compliqué • La Renaissance et la perspective • Initiation à l'aquarelle • L'écriture arabe, atelier de calligraphie • Les couleurs des peintres, de la préhistoire à nos jours • Couleurs et formes, la naissance de la peinture abstraite • Apprendre à modeler une tête • L'art de la mosaïque • L'art, les artistes et la révolution

russe • Invitation à la musique baroque • L'histoire du blues au fil des migrations • Conférence dansée sur l'histoire de la danse orientale • De Chaplin à *Star Wars*, les petits secrets du son au cinéma • La harpe, comment ça marche • Qu'y a-t-il à l'intérieur d'une guitare • À la découverte de l'opéra chinois • Rembrandt en personne, sa peinture et son époque • Gaudí, un architecte à Barcelone • *Guernica* de Picasso, une peinture engagée • Les cathédrales gothiques • Le jazz, comment ça marche.



MORTEZA NIKIOUBAZI / REUTERS

Raffinerie à Assalouyeh en Iran.

États-Unis et Iran : derrière l'atome, le pétrole

Le 30 avril, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu apparaissait à la télévision pour affirmer que l'Iran travaille à fabriquer des armes atomiques malgré le traité signé en 2015. La diplomatie iranienne a immédiatement démenti et observé que les révélations israéliennes tombent fort à propos : le président Trump doit en effet dire d'ici le 12 mai s'il proroge ou non le traité en question et, partant, s'il autorise les relations commerciales avec l'Iran.

Netanyahu tente de peser pour une rupture du traité, alors que Macron, lors de sa récente visite à Trump avait plaidé pour un maintien. Nul ne sait, peut-être même pas lui, ce que va décider le président des États-Unis, si même il décide quelque chose puisque il se contente depuis des mois de différer sa réponse.

Les questions du nucléaire sont là pour vendre à l'opinion publique les variations et les difficultés de la politique américaine vis-à-vis de l'Iran. Le problème est d'importance, les intérêts multiples et les pressions contradictoires, y compris sans doute aux sommets de l'État. L'Iran a été depuis 1945 le fidèle allié des États-Unis au Moyen-Orient, jusqu'à ce qu'une puissante révolution populaire chasse la dictature inféodée à l'impérialisme en 1979. Devant la poussée révolutionnaire, tous les tenants de l'ordre, à Téhéran comme à New York ou à Paris, se mirent d'accord pour favoriser une reprise en main par l'ayatollah Khomeini et ses mollahs. La révolution n'alla pas plus loin, une nouvelle dictature s'abattit sur l'Iran. C'était le résultat souhaité. Mais, depuis lors, l'impérialisme doit composer avec la

théocratie iranienne.

L'Iran est en même temps un pays aux immenses ressources pétrolières et gazières, un marché intéressant pour les capitalistes du monde entier et un pays jugé stable où « les ouvriers sont bien formés et coûtent moins cher qu'en Europe de l'Est », selon un patron français. Mais, surtout, la dictature des mollahs apparaît désormais comme un pôle de stabilité dans une région ravagée par les guerres civiles.

Sur cette base, Obama avait pesé dans le sens d'une réintégration de l'Iran dans le camp impérialiste, aboutissant à l'accord de 2015. L'Iran avait accepté le contrôle de ses installations nucléaires, garantissant ne pas chercher à fabriquer de bombes et promettait de faire régner la paix, éventuellement celle des cimetières, le long des gazoducs reliant le Golfe à l'Occident. Les États-Unis en échange devaient lever l'embargo sur le commerce et les investissements en Iran. La diplomatie française s'est alignée d'autant plus facilement que l'accord a permis à PSA de vendre à nouveau 500 000 véhicules en Iran l'an passé, à Total de signer quelques contrats, etc.

Mais les États-Unis ont d'autres alliés dans la région, d'autres prétendants au titre et aux avantages de gendarme. Israël et l'Arabie saoudite, pour des raisons différentes, sont tous deux décidés à empêcher l'Iran de revenir sur la scène. Obama avait tenté de ménager la chèvre et le chou. Trump, en revanche, avait assuré épouser complètement la cause de la droite israélienne. Pour l'instant, il laisse perdurer la politique de son prédécesseur : tenter de s'entendre avec l'Iran tout en soutenant indéfectivement ses adversaires.

Si la situation diplomatique paraît inextricable, les relations commerciales sont d'une clarté limpide. Il n'existe de commerce à grande échelle avec l'Iran que tant et si les États-Unis le veulent bien. En effet ils interdisent toujours de commercer en dollars avec ce pays, réduisant ainsi les échanges à leur convenance. De plus l'impérialisme le plus puissant se donne le droit d'infliger des amendes aux capitalistes au petit pied qui auraient le front d'enfreindre ses consignes. Cela a coûté, par exemple, huit milliards de dollars à la BNP.

Derrière les déclarations de roman d'espionnage de Netanyahu, les courbettes diplomatiques de Macron ou les tweets orduriers de Trump, se cachent les intérêts des puissants et la volonté de l'impérialisme américain de perpétuer sa domination sur cette région du monde.

Paul Galois

Espagne : vive la lutte des femmes

La sentence prononcée contre ceux qui se sont baptisés la « meute » (la manada) et qui, lors de fêtes de Pampelune en 2016, avaient, à cinq, agressé sexuellement une jeune femme de 18 ans, a déclenché une spectaculaire vague de protestation et de colère dans toute l'Espagne.

Le tribunal a osé retenir comme motif de condamnation celui d'« abus sexuel » et non celui d'agression sexuelle par viol, passible de plus lourde peine. Ce déni de justice a été ressenti comme une provocation intolérable dans tout le pays. À Madrid, Barcelone, Saragosse, Séville, Valence, Bilbao, Grenade, Cadix, La Corogne ou Palma, et dans d'autres villes, ce sont au total des millions de personnes, des femmes surtout, mais des hommes aussi, qui ont manifesté leur indignation en dénonçant non seulement la barbarie des violeurs, mais aussi la complaisance des juges, et par-delà, celle des autorités plus que tolérantes, pour ne pas dire complices de tels jugements.

Il y a un peu plus d'un mois, à l'occasion de la journée des droits des femmes du 8 mars,

diverses associations de femmes avaient organisé une grève des femmes largement suivie. D'immenses manifestations avaient rassemblé au total plusieurs millions de femmes et d'hommes dans toutes les grandes villes du pays. Elles protestaient contre les inégalités dont elles sont victimes. Elles sont en effet les premières touchées par les licenciements et les bas salaires et ont osé faire grève massivement pour crier leur volonté de changer leur sort et celui de leur famille.

Les combats que toutes ces femmes mènent aujourd'hui sont un début. Ils ouvrent la voie aux luttes et aux protestations des hommes, des femmes, des jeunes des classes populaires victimes de l'exploitation et des oppressions qu'elle engendre.

Henriette Mauthey



Égypte : et pour quelques Rafale de plus...

Ministre des Affaires étrangères de Macron et ancien ministre de la Défense de Hollande, Jean-Yves Le Drian était clairement l'homme de la situation pour rencontrer le dictateur égyptien Sissi au Caire fin avril. Une mesure d'économie, même.

Nouvellement réélu avec plus de 97% des voix, le président égyptien a tout de même en main la potentialité non négligeable d'acheter aux marchands d'armes

français un septième Rafale ou quelques frégates Fremm... Un client à 6 milliards d'euros de contrats déjà passés, surtout financés par quelques monarchies pétrolières, ça se soigne.

Même si, pour ne pas fâcher « son ami Sissi », Le Drian a quelque peu passé sous silence le sort des opposants bâillonnés, arrêtés et torturés dans les prisons égyptiennes.

Viviane Lafont

Corée : après la mise en scène de la guerre, celle de la paix

Les revirements diplomatiques en Corée peuvent paraître spectaculaires. En septembre 2017, à la tribune de l'ONU, Donald Trump menaçait de détruire totalement la Corée du Nord. Aujourd'hui, il propose de rencontrer son dirigeant Kim Jong-un à Panmunjeom, à la frontière entre le Sud et le Nord, là où en juillet 1953 fut signé l'armistice de la guerre de Corée qu'avaient provoquée les États-Unis. Trump a même déclaré : « Si les choses se déroulent bien, il y aura une grande fête. »

La diplomatie est le domaine du mensonge et du bluff, et Trump incarne cela à sa manière. La paix et la réunification entre les deux Corées avec l'assentiment des États-Unis n'est pas plus à l'ordre du jour que ne l'était la guerre nucléaire il y a quelques mois.

Le régime nord-coréen mis en place au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale refusait de reconnaître la domination de l'impérialisme américain. Après avoir essayé de l'écraser militairement de 1950 à 1953, les États-Unis cherchèrent

à l'étrangler économiquement. Et cela fait donc 65 ans que le Nord tente vainement d'échapper à l'embargo qui lui est imposé.

Kim Jong-un, en multipliant des tests nucléaires et des tirs balistiques à longue portée, préparait la phase de négociations. Montrer les capacités de son pays lui a permis d'être aujourd'hui en situation de proposer de désarmer. Ce n'est pas la première fois que le régime joue cette carte. En 2007, en échange de la suspension de son programme nucléaire, la Corée du Nord avait réussi

à obtenir une éphémère et très partielle levée des sanctions à son égard.

Trump savait que Kim Jong-un allait tôt ou tard baisser la tête. C'est ainsi qu'il a lancé des menaces en cherchant à apparaître comme l'homme fort qui a fait céder le régime nord-coréen.

Dans leur stratégie, les États-Unis ont aussi pu utiliser comme point d'appui l'actuel président sud-coréen, Moon Jae-in, élu au printemps 2017. En Corée du Sud, depuis la fin du pouvoir des militaires, politiciens de droite, héritiers de la dictature et anciens opposants se relaient au sommet de l'État. Tous sont totalement au service de la bourgeoisie sud-coréenne. Mais, à chaque fois que l'opposition a remporté les élections, ça a été l'occasion pour la bourgeoisie sud-coréenne, si cela correspondait à ses intérêts du moment et à condition bien sûr d'avoir l'assentiment



Défilé des deux équipes coréennes unifiées lors de la cérémonie d'ouverture des JO d'hiver.

des États-Unis, de tenter une ouverture en direction du Nord.

Et, alors que d'un côté Trump traitait de tous les noms le dirigeant nord-coréen, le président sud-coréen prenait de plus en plus langue avec le régime du Nord et préparait, d'abord en coulisse puis ouvertement, la phase actuelle des négociations. La délégation commune des athlètes coréens du Sud et du Nord aux Jeux olympiques de février 2018, acceptée par les deux régimes, a été la première étape officielle de cette politique.

Voici comment, en quelques mois, des dirigeants que les médias nous

présentaient comme étant à deux doigts de déclencher une guerre nucléaire se retrouvent aujourd'hui, sans rire, candidats au prochain prix Nobel de la paix.

Tout cela n'a rien à voir avec l'intérêt des populations coréennes, qui depuis plus d'un demi-siècle sont les otages de la politique de l'impérialisme. Elles en ont payé le prix fort : d'abord par une guerre extrêmement meurtrière, puis par une partition où la rivalité entre le Nord et le Sud a été la justification à des dictatures militaires, tout aussi féroces d'un côté que de l'autre.

Pierre Royan

Arménie : quelle "Révolution de velours" ?

Ayant débuté mi-avril, des manifestations ont abouti à ce que Serge Sarkissian, qui avait été dix ans durant président de l'Arménie, quitte le poste de Premier ministre qu'il venait de se faire octroyer par le Parlement. En changeant juste de fauteuil, il pensait profiter du même tour de passe-passe qui avait si bien réussi en son temps à son protecteur russe, Poutine.

Il se serait donné l'image d'un démocrate n'effectuant que deux mandats présidentiels consécutifs, et respectant la Constitution à la lettre, tout en se réservant de pouvoir revenir à la tête de l'État lors de la prochaine présidentielle.

Si cela a réussi à Poutine, Sarkissian semble être tombé sur os, avec une population qui en a plus qu'assez du régime actuel. D'où des manifestations répétées de dizaines de milliers de personnes, des chiffres impressionnants pour ce pays du Caucase ex-soviétique dont la population est de 3 millions d'habitants.

Officiellement, 30 % d'entre eux vivent dans la pauvreté. Le pays a perdu presque toute son industrie lors du dépeçage de l'Union soviétique. Les gens au pouvoir et des margoulins y ont fait main basse sur tout ce qu'ils pouvaient piller, tandis que des groupes occidentaux raflaient les entreprises agro-alimentaires. Et une partie de la population

se voit contrainte d'émigrer, quand le salaire minimum est de 115 dollars et la pension de retraite moyenne de 85 dollars. Encore, ces chiffres officiels sont ceux de 2017, une année de relative croissance après des décennies d'appauvrissement.

Ces sacrifices ont

longtemps été justifiés par les impératifs de la défense face à l'Azerbaïdjan. Les deux pays sont sur le pied de guerre depuis que l'Arménie a, lors du démembrement de l'URSS, rattaché à elle le Haut-Karabakh (peuplé surtout d'Arméniens mais relevant de l'Azerbaïdjan) et depuis qu'elle a coupé l'Azerbaïdjan de sa province du Nakhitchevan. Même avec la Géorgie voisine, elle aussi ex-soviétique, la situation est tendue. En effet la fin de l'URSS a fait qu'une minorité arménienne se trouve maintenant sous autorité de l'État géorgien, qui n'apprécie pas

sa volonté de maintenir une certaine autonomie, comme du temps de l'URSS. Et il le fait payer à l'Arménie en n'ouvrant qu'un seul poste frontière routier avec elle, par où doit transiter la quasi-totalité des produits de première nécessité qu'importe l'Arménie.

Ce petit pays enclavé dépend de la Russie pour sa protection militaire, de sa diaspora aux États-Unis pour l'envoi de devises, de la douane de Géorgie, et d'équipes dirigeantes qui vivent dans l'opulence. Comment la population pourrait-elle ne pas vouloir en finir avec sa pauvreté et

la corruption des gens au pouvoir ?

C'est en lui promettant cela, que le leader de l'opposition, Nikol Pachinian, a fait descendre des foules dans la rue. Malgré des tractations qui semblaient sur le point d'aboutir avec le parti de l'ex-président, majoritaire au Parlement, il n'est pas garanti que les choses se passent comme Pachinian l'espérait, car ceux qui accaparaient jusqu'alors la mangeoire étatique ne sont pas pressés même de la partager.

Quant à ce que la population peut en espérer, c'est une autre affaire. Rappelons-nous ce qui s'est passé, il y a quatre ans, en Ukraine. Là-bas aussi, la population voulait en finir avec la misère et un pouvoir corrompu : des dirigeants ont changé, mais sans que s'améliore le sort des classes populaires, bien au contraire. Et il y a tout lieu de penser que, si elle l'emporte à Erevan, la prétendue « révolution de velours » n'annonce un avenir velouté que pour Pachinian, les politiciens qui le soutiennent et les nantis, mais pas pour le reste de la population. En tout cas, c'est le pari que font certains privilégiés arméniens : que tout change, pour que rien ne change...

Pierre Laffitte



Manifestation à Erevan le 28 avril.



La révolte étudiante

L'année 1968 fut marquée par des mouvements de révolte d'une large fraction de la jeunesse étudiante de plusieurs pays : États-Unis, Japon, Allemagne, Mexique, Sénégal ou encore Tchécoslovaquie. Les raisons du mécontentement de cette jeunesse étaient multiples. En France, comme ailleurs dans le monde, et en premier lieu aux États-Unis, la guerre menée par l'impérialisme américain au Vietnam, la résistance acharnée du peuple vietnamien survenue après la vague de mouvements de décolonisation – seules six années séparent 1968 de la fin de la guerre d'Algérie – poussaient une fraction de cette jeunesse à contester les injustices, l'oppression et en fin de compte l'organisation de la société.

Une partie de la jeunesse étudiante, dont le nombre avait triplé en dix ans pour atteindre 500 000, prenait conscience du côté étriqué, conformiste de la société : enseignement conservateur, sélection dans les universités, majorité à 21 ans, séparation des sexes imposée dans les établissements scolaires et jusque dans les cités universitaires. En mars 1967 à Nanterre, l'interdiction pour les étudiants d'entrer dans les cités des étudiantes provoqua les premiers affrontements avec la police.

Les débuts de la révolte

Un an plus tard, le 20 mars 1968, l'arrestation à Nanterre de militants opposés à la guerre du Vietnam entraîna l'occupation de la tour d'administration, sous l'impulsion de Daniel Cohn-Bendit, qui n'était pas encore ce défenseur du capitalisme qu'il est devenu. Cet étudiant anarchiste fut un des initiateurs du Mouvement du 22 mars et devint le symbole de la révolte étudiante et de Mai 68.

Durant les semaines suivantes, les affrontements avec les organisations d'extrême droite comme Occident, qui parlaient de faire la chasse à la « vermine bolchevique », se multiplièrent. Début mai, le doyen de la faculté de Nanterre, Pierre Grappin, en prit prétexte pour ordonner la fermeture de Nanterre et l'intervention des CRS et gendarmes mobiles, mettant le feu aux poudres.

De Nanterre, l'agitation se déplaça à la Sorbonne où, le 3 mai, des centaines d'étudiants se retrouvèrent pour un meeting de solidarité avec les étudiants de Nanterre. L'ordre fut donné de faire évacuer cette faculté hautement symbolique, et les forces de police se massèrent dans tout le

Quartier latin. Les affrontements commencèrent alors avec la police, pavés contre matraques, pour ne se terminer que tard dans la soirée. On compta des dizaines de blessés, et 600 interpellations. Douze étudiants « meneurs » furent condamnés : quatre à deux mois de prison ferme, huit autres à de la prison avec sursis, ce qui ne fit que renforcer la colère des étudiants.

Le 6 mai, la manifestation organisée au Quartier latin aux cris de « Libérez nos camarades » fut de nouveau chargée par la police. Les manifestations, regroupant aussi des jeunes travailleurs, se succédèrent jusqu'au 10 mai. C'était le pouvoir de De Gaulle, sa police et sa justice, qui étaient contestés. La brutalité de la répression policière, loin de décourager les manifestants, les fit descendre toujours plus nombreux dans la rue.

La « nuit des barricades »

Le 10 mai, une manifestation fut organisée en fin de journée. Des dizaines de

milliers d'étudiants, mais aussi de lycéens, ce qui était nouveau, se dirigèrent de la place Denfert-Rochereau au Quartier latin bouclé par la police. Contre les charges des CRS, les barricades apparurent un peu partout dans le quartier. Mais ni ces charges ni les matraques de la police ne firent reculer les manifestants. Les affrontements de plus en plus violents avec la police se prolongèrent jusqu'au lendemain matin. Le 11 mai, le bilan était de 367 blessés graves et de 720 blessés légers.

Ces événements tranchaient avec ce qui se passait jusque-là dans les manifestations très encadrées par le PCF et la CGT. Alibi commode pour justifier leur attitude, ces organisations alors puissantes expliquaient que de Gaulle était un « pouvoir fort », renforçant dans l'esprit des travailleurs et de l'opinion de gauche l'impression d'impuissance face au gouvernement, à sa police, et face au patronat.

Au début de l'agitation étudiante, le PCF se montra ouvertement et

violemment hostile. Il fustigeait les « enragés de Nanterre », qualifiait les manifestants de provocateurs. Georges Marchais, membre de la direction du PCF, déclarait : « Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes. » Les travailleurs devaient par-dessus tout se méfier de ces « fils à papa », et de leurs dirigeants, tel Cohn-Bendit, qualifié d'« anarchiste allemand ». Ces calomnies détournèrent du PCF une partie de la jeunesse, qui s'intéressa alors à l'extrême gauche.

La sympathie à l'égard de ce mouvement allait grandissant dans la population, en particulier dans la classe ouvrière. La brutalité de la répression, surtout de celle de « la nuit des barricades », avait provoqué une émotion considérable dans tout le pays. La population avait suivi en direct les événements retransmis en direct par Radio Luxembourg et Europe numéro 1, qui n'étaient pas sous la tutelle du pouvoir comme l'était l'ORTF.

À cette contestation étudiante contre le pouvoir de De Gaulle s'ajouta un mécontentement qui gagna les entreprises. La détermination des manifestants fut perçue comme un encouragement, ébranlant cette idée largement répandue

par le PCF et la CGT qu'une contestation sérieuse de cet « État fort » n'était pas possible.

Les confédérations syndicales, CGT en tête, se sentirent obligées de lancer le 11 mai, le lendemain de la « nuit des barricades », un appel à une journée de grève générale pour le lundi 13 mai, assorti d'un appel à une manifestation. Dans l'esprit des dirigeants syndicaux, cette journée avait pour but de calmer l'effervescence qui commençait à se développer dans les entreprises. Mais cette journée du 13 mai connut un succès impressionnant, tant par la participation à la grève que par la participation à la manifestation, prélude à une puissante vague gréviste qui allait finir par paralyser toute l'activité économique du pays.

La redécouverte des idées révolutionnaires

La révolte de la jeunesse étudiante avait été l'étincelle. Durant les semaines suivantes, parallèlement à la grève, Paris, et surtout la Sorbonne et le Quartier latin, connut un bouillonnement d'initiatives, d'idées. Des centaines de milliers d'étudiants, de lycéens, mais aussi de travailleurs, de jeunes et de moins jeunes, se réunissaient pour discuter de tout, pour refaire le monde. Des milliers de discussions se déclenchaient devant une affiche, au cours d'un meeting, ou même au coin d'une rue. Toute une partie de cette jeunesse, pas seulement les étudiants, mais aussi les jeunes travailleurs, découvraient les idées révolutionnaires. Ils découvraient avec la grève la force que représente la classe ouvrière quand elle est en mouvement.

L'issue du mouvement allait doucher les espérances de ceux qui s'étaient mobilisés, les dirigeants des partis de gauche s'engouffrant dans le piège mis en place par de Gaulle avec la tenue d'élections législatives. La grève fut bradée, mais restèrent l'expérience et les leçons de ce mouvement, qui marqua toute une génération.

Aline Rétesse



Le 13 mai 1968 à Paris.

Daunat – Laon : la lutte contre le licenciement de treize grévistes

Treize salariés de Daunat, une usine de confection de sandwiches et de salades, à Laon dans l'Aisne, qui ont fait dix jours de grève début avril, dénonçant les conditions de travail déplorables et réclamant des augmentations de salaires sont aujourd'hui menacés de licenciement.

Les entretiens préalables ont eu lieu mardi 24, mercredi 25 et jeudi 26 avril. La direction reproche aux treize grévistes d'avoir bloqué l'entrée des camions, mais ils répondent tous la même chose : ils étaient sur le piquet de grève, mais ne barraient pas la route. Plusieurs dizaines de salariés de Daunat et des militants des entreprises de la région, qui soutenaient la grève, se sont d'ailleurs aussi relayés sur le piquet de grève.

Depuis le début de la grève, qui avait commencé dans la nuit du 1^{er} avril, la direction a tout fait pour isoler les treize salariés de l'équipe d'hygiène de nuit, qui étaient les premiers à s'être lancés dans la lutte. Les salariés des équipes de

production ayant débrayé pour soutenir les revendications de leurs collègues, la direction a fermé l'usine dès le jeudi 5 avril et n'a plus considéré comme grévistes que les treize salariés de l'équipe d'hygiène de nuit.

Dès la reprise du travail, ces treize salariés ont été mis à pied et convoqués à un entretien préalable à un licenciement. Ils ont réussi à obtenir la solidarité de leurs collègues, qui sont nombreux à avoir signé une pétition, participé à une collecte de soutien et ont débrayé à plusieurs reprises, mercredi 25 et jeudi 26 avril, pendant les entretiens préalables.

Lundi 30 avril, alors qu'avait lieu un CE

extraordinaire pour statuer sur le licenciement du délégué du personnel CGT, l'équipe du matin a de nouveau débrayé, malgré le chantage de la direction qui prétend que l'usine perd trop d'argent à cause des débrayages, et risque

de fermer.

La direction de Daunat a voulu faire payer les treize ouvriers qui ont eu le courage de contester son pouvoir. Mais ce sont maintenant des dizaines de travailleurs qui contestent les menaces de licenciement.

La mobilisation va continuer, et les treize salariés menacés de licenciement comptent bien continuer à faire appel à leurs camarades de l'usine de Laon et des autres sites Daunat pour dénoncer cette injustice.

Correspondant LO



Les grévistes de Daunat.

CentraleSupélec – Essonne : une petite victoire des salariés

L'été dernier, les 400 salariés de l'école Centrale ont dû quitter le campus de Châtenay-Malabry pour rejoindre celui de Supélec, au cœur du grand regroupement d'écoles d'ingénieurs et de centres de recherche du plateau de Saclay.

Ce déménagement occasionne de multiples tracasseries, surtout pour le personnel technique et administratif, qui n'a pas les mêmes possibilités que les enseignants pour aménager ses horaires : transports en commun insuffisants, temps perdu dans les embouteillages, problèmes de garde d'enfants et, puisque beaucoup de travailleurs de l'école ont de petits salaires, difficultés financières.

Rien n'ayant été prévu pour le dédommager, le personnel s'est mobilisé pour obtenir au moins une prime en compensation. Direction de l'école et ministères de tutelle se sont d'abord renvoyé la balle, pour proposer 1500 euros brut pour solde de tout compte. En assemblée générale, les salariés ont refusé cette aumône, fixant à 3500 euros le minimum acceptable, et depuis des mois une cinquantaine d'entre eux s'invitent régulièrement aux diverses manifestations de prestige

organisées par la direction.

Agacée de ne pas pouvoir se débarrasser des drapeaux et chasubles syndicales réapparaissant à chaque fois, elle a fini par lâcher 500, puis 1000 euros supplémentaires. Puis, la menace d'empêcher la tenue du conseil d'administration, où siègent divers représentants des ministères et des industriels, à commencer par son président (par ailleurs un des grands directeurs internationaux de Bouygues!), a permis d'arracher un rendez-vous jeudi 12 avril avec le chef du cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur. Et là, on a finalement appris que le ministère ajoutait les 1000 euros manquants. Est-ce un effet de l'ambiance de contestation dans les universités et ailleurs ? On ne sait pas, mais cela a été vécu par les salariés de l'école comme une victoire, et une nouvelle preuve qu'en se mobilisant on peut se faire respecter.

Correspondant LO

Alteo – Gardanne : les habitants voient rouge

Dimanche 8 avril 2018 à Gardanne, dans le secteur de Bouc-Bel-Air, dans les Bouches-du-Rhône, un vaste et dense nuage de poussière rouge soulevé par le vent d'est s'est infiltré partout. Une poussière très fine s'est déposée sur le lotissement La Tuilerie, jusqu'à l'intérieur des maisons. Cette poussière provenait de la décharge industrielle de Mange-Gari où Alteo stocke ses déchets, 300 000 tonnes par an.

Suite à cet incident, le maire a porté plainte à la gendarmerie, précisant : « Ce que je reproche à Alteo, c'est le fait de ne pas avoir anticipé. Ils ont une obligation de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'envol de poussière. » Une autre plainte contre X pour mise en danger d'autrui a été déposée par des riverains auprès du procureur de la République d'Aix-en-Provence. Depuis des mois ils demandent que ces dépôts ne puissent pas s'envoler.

Auparavant Alteo, ex-Pechiney, rejetait directement ses boues rouges dans la mer au large de Cassis. Pendant des décennies, ces boues se sont accumulées

sur les fonds. Aujourd'hui, Alteo continue à déverser ses eaux résiduelles, après filtration, au même endroit. Son président, Frédéric Ramé, pense même qu'il pourra installer un système « unique au monde » pour dépolluer les eaux, mais... seulement en 2019. Les seuils de tolérance des polluants, comme l'arsenic, pourront peut-être alors être respectés. Pour l'instant ils ne le sont pas, et tous les résidus, de l'arsenic aux métaux lourds, continuent à être rejetés en mer.

Quand il s'agit de sécurité, il serait fou de compter sur la direction de l'usine ou du groupe. Ainsi quand, dans la nuit du 8 au 9 mars,

une canalisation sous pression contenant soude et bauxite a explosé, cela n'était dû ni au hasard ni à la malchance mais à la vétusté des tuyaux qui courent dans l'usine. Personne n'a été blessé, mais les produits ont été projetés sur plusieurs hectares. Le matin, les habitants ont trouvé leur voiture couverte d'une pellicule de soude.

C'est dans cet environnement que les ouvriers et les employés vivent et travaillent chaque jour, avec le risque de brûlures de soude, en particulier dans les yeux. Ce n'est pas pour rien que cette usine est appelée « l'usine des aveugles ».

Alors, quand tous ces messieurs font de belles promesses sur la sécurité, l'innocuité des rejets, les mesures qu'ils vont prendre pour nettoyer les décharges de boues rouges, pour empêcher la poussière d'être entraînée par le vent, il faudrait être inconscient pour leur faire confiance.

Correspondant LO

Rennes : les facteurs toujours en lutte

Les facteurs de Rennes Crimée sont en grève depuis le 9 janvier, renforcés par plusieurs de leurs collègues des bureaux du Colombier, du Gast et de Guichen. Face aux patrons de La Poste, ils résistent toujours contre une réorganisation qui leur imposerait deux tournées au lieu d'une dans la même vacation, avec des fins de journée de plus en plus tardives.

Il est notable que cette lutte, par sa durée et sa ténacité, attire toujours les sympathies d'une bonne partie de la population. Ainsi, les mardi 24 et mercredi 25 avril, une centaine d'étudiants en lutte contre la réforme des universités et quelques militants de la CGT Énergie ont pris l'initiative de bloquer le centre de distribution du Colombier, en solidarité avec les

facteurs. Ce même mercredi, une dizaine de facteurs se sont adressés à la population sur le marché Sainte-Thérèse. En dépit de la gêne occasionnée par le retard du courrier, des dizaines d'usagers n'ont pas hésité à soutenir la pétition des facteurs et à verser à leur collecte de grève.

Les patrons de La Poste misent sans doute sur un essouffement de cette lutte.

Mais c'est bien pour démontrer le contraire que les facteurs en grève ont participé en nombre à la manifestation du 1^{er} mai. Ils en sont revenus confortés en ce 113^e jour de conflit. Le soutien tant moral que financier qu'ils ont trouvé auprès des manifestants renforce leur détermination à engager les actions décidées pour la période à venir.

Le collectif des grévistes a prévu de relancer une série de visites à leurs collègues de tous les bureaux du département, afin d'organiser une journée de grève tous ensemble le 14 mai prochain. L'énergie et la détermination sont toujours là!

Correspondant LO



Smovengo : les travailleurs de Vélip' à nouveau mobilisés

Depuis le 17 avril, 85 % de la centaine de travailleurs de Smovengo, soutenus par la CGT et SUD, sont en grève et bloquent les accès de deux dépôts de cette société, à Alfortville dans le Val-de-Marne et Villeneuve-la-Garenne dans les Hauts-de-Seine. Ils devaient manifester devant la mairie de Paris jeudi 3 mai.

Smovengo est l'exploitant qui a pris la suite de Cyclocity, filiale de JC Decaux, et gère depuis le début de l'année les vélos en libre-service à Paris. L'arrivée du nouveau Vélip' a été marquée par une série de problèmes de fonctionnement. Et d'abord pour les travailleurs qui assuraient le service avant le changement d'exploitant. Ceux-ci avaient dû entrer en lutte pour ne pas perdre les droits et l'ancienneté acquis avec JC Decaux.

Les grévistes dénoncent de mauvaises conditions de travail et des rémunérations insuffisantes. La prime de panier par exemple, qui était de 12 euros, est tombée à 5,75. Et surtout ils

exigent une augmentation des salaires des week-ends, des jours fériés et de nuit. 70% de ces travailleurs travaillent de nuit pour seulement 10% de plus. Or, du temps de Decaux, les heures de nuit étaient majorées à 45%. C'est ce qu'exigent les grévistes, ainsi que la majoration à 100% des dimanches et jours fériés.

Quant aux conditions de travail, le matériel ne suit pas. Plus de la moitié des vélos sont inutilisables, les camions qui permettent leur transfert ne sont pas entretenus et certains locaux n'ont plus d'éclairage depuis deux mois.

C'est d'autant plus inadmissible que Smovengo n'est pas une petite start-up

montpelliéraine, comme elle est présentée. Elle dépend de puissants groupes capitalistes : Moventia, groupe espagnol de transport, Indigo (ex Vinci-Park), le n°1 français du parking, et Mobivia (ex-Norauto) leader de l'entretien automobile et gros vendeur de vélos électriques. Ces groupes sont prêts à tout pour acquérir de nouveaux marchés, mais sans y mettre le prix et en surexploitant les salariés. Et ce sont les travailleurs, et les usagers, qui en subissent les conséquences.

Mais mauvaises conditions de travail et rémunérations à la baisse ont mis le feu aux poudres. Pour le moment, la direction de Smovengo a proposé aux grévistes... 27 centimes d'augmentation du chèque-déjeuner, tout en faisant appel à des intérimaires pour remplacer les grévistes. Exactement ce qu'il faut pour aiguïser la colère des travailleurs en lutte!

Jacques Fontenoy



Vallourec Saint-Saulve : grève à la Tuberie

Depuis mardi 24 avril, une grande partie des 410 ouvriers de la Tuberie Vallourec de Saint-Saulve, dans le Nord, sont en grève. La production est à l'arrêt et 80 d'entre eux se relaient en deux équipes devant les entrées du site, qui comprend aussi l'aciérie Ascoval, où la menace de fermeture plane sur les 300 salariés restants.

Fin février, à l'annonce de 164 suppressions d'emplois à la Tuberie, ainsi que l'arrêt de la ligne chaudière, les travailleurs avaient fait eux-mêmes tourner une pétition dans les ateliers, et une écrasante majorité s'est prononcée pour une prime de 150 000 euros par salarié licencié. C'est largement payable par Vallourec: pour 164 personnes, c'est moins de 2% de ses bénéfices en 2014 et 2015!

La grève couvait depuis des jours. L'acceptation par des responsables syndicaux,

en particulier celui de la CGT, de discuter avec la direction d'une prime de licenciement de seulement 30 000 euros et de mesures privant les travailleurs de moins de dix ans d'ancienneté de certaines garanties financières en cas de licenciement, n'a pas calmé les choses, au contraire.

La grève a éclaté et obligé la direction à rediscuter en urgence avec les syndicats des modalités du plan de licenciements.

Le responsable CGT de l'entreprise n'est pas avec les grévistes, ceux de la CFDT sont venus dire qu'ils n'étaient pas d'accord avec la grève, mais qu'ils ne laisseraient tomber personne. Les grévistes leur ont dit qu'il était hors de question de reprendre le travail. Ils sont déterminés et ont déjà gagné une partie: ne pas se laisser licencier sans réagir.

Correspondant LO

Solvay - Saint-Fons : si, il y a des salaires qui augmentent!

À Saint-Fons, près de Lyon, comme dans les autres entreprises Solvay, les salariés n'ont eu droit qu'à 1,3% d'augmentation: pas de quoi améliorer l'ordinaire! Mais certains ont été plus gâtés. Les quatre plus hauts cadres dirigeants du groupe, sans le PDG Clamadieu, ont été augmentés en 2017 de 25%: le total de leurs salaires est passé de 4,6 millions à 5,9 millions d'euros. Quant à Jean-Pierre Clamadieu, lui aussi a été augmenté de 25%: il empêche une

rémunération annuelle de 3,628 millions d'euros, soit plus de 9 930 euros par jour, samedis et dimanches compris.

Quant à l'intéressé, sur les 939 millions d'euros de profits pour 2017, seulement 35 millions vont être distribués à l'ensemble des salariés du groupe, le reste allant aux dirigeants et aux actionnaires. Prêcher la modération salariale à ceux qui génèrent les profits grâce à leur travail, ça rapporte gros!

Correspondant LO

Air France : référendum patronal, revendications salariales

À l'approche du 4 mai, dernier jour du référendum organisé par la direction d'Air France – pour ou contre 2 % seulement d'augmentation, avec 5 % maximum sur trois ans et une clause antigreve – celle-ci s'est faite discrète.

Et pour cause: elle savait que beaucoup de ses salariés, qu'ils aient fait grève ou pas pour réclamer 6 % de hausse de salaire, rejettent ses propositions.

Depuis plus de trois mois, son PDG pleure misère malgré plus de deux milliards de bénéfices, tout en cachant que son conseil d'administration s'est augmenté de 28%. Il a prétendu qu'il comprenait le personnel, mais ne pouvait lui accorder que 1%. Puis, aidé en cela par les grèves, il a «découvert» que

ce qu'il disait être un maximum pouvait doubler. Mais cela ne faisait toujours pas le compte. Il a alors cherché, sans succès, à faire avaliser ses propositions par des membres de l'intersyndicale. Et quand il a déclaré «C'est ça ou je démissionne», cela n'a pas ému grand monde.

Air France est un des premiers annonceurs publicitaires du pays et les médias, déjà rarement favorables aux grèves, n'ont rien à lui refuser. Alors, depuis des

jours, on entend des chroniqueurs expliquer à tour de rôle que les grévistes d'Air France menacent sa survie, que le moment est mal choisi pour faire grève. La direction de la compagnie ne dit pas autre chose. Là, elle le fait dire par d'autres, ce qui peut pousser des salariés hésitants dans le sens qu'elle veut. Cela s'ajoute aux pressions qu'exerce sa hiérarchie.

Si cela ne suffit pas, il reste la division. Depuis des semaines, journalistes et commentateurs jouent des catégories de personnel les unes contre les autres, en ciblant les pilotes, qu'ils présentent comme des privilégiés du fait de leurs salaires.



Rassemblement à Roissy, le 24 avril.

Sur ce terrain, Air France a reçu le renfort de la CGC, à laquelle adhère une partie du haut encadrement, et de la CFDT, qui multiplie les tracts contre les pilotes, mais sans que ses militants se hasardent trop à les diffuser dans les ateliers, de crainte de se faire prendre à partie.

Quel que soit le résultat de ce référendum, une chose est certaine: des mécanos-avions aux hôtesses, des bagagistes aux pilotes et aux employés du fret, les raisons de réclamer 6 % de rattrapage salarial n'auront pas changé. Ni le moyen de les obtenir: la grève!

Correspondant LO

TFN – Roissy : en grève depuis un mois!

Au terminal 2G de l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle, vingt travailleurs de l'entreprise de nettoyage TFN (Atalian) sur vingt-deux sont en grève depuis le 3 avril.

Ces travailleurs réclament que les heures de nuit et des dimanches soient majorées à 50 % et non à 20 %, des temps pleins au lieu des temps partiels imposés, un 13^e mois et des

conditions de travail décentes. En effet les salaires plafonnent à 1600 euros à temps plein et en équipe, et n'atteignent même pas 1000 euros pour les salariés à temps partiel non choisi. Ces travailleurs doivent non seulement faire le ménage, mais aussi ranger en permanence les chariots que les passagers utilisent pour leurs bagages, et ce sans machine.

La seule réponse de la direction a été de proposer avec mépris une prime ponctuelle de 100 euros brut. Pour les grévistes, il n'est pas question de reprendre le travail dans ces conditions. Par ailleurs, ils ont fait appel à l'inspection du travail: celle-ci a constaté la présence de travailleurs en CDD ou en intérim. En plus, l'entreprise leur impose

des horaires insensés, de 6 heures à 21 heures par exemple. Pour faire peur aux grévistes, la société va jusqu'à les faire suivre aux toilettes par des agents de sécurité.

Depuis le début, les grévistes se battent au coude-à-coude. Ils se montrent devant le terminal G chaque jour dès 6 heures, afin de montrer leur détermination à la direction. Ils

sont connus et appréciés de tout le personnel des différentes sociétés du terminal, dont ils sollicitent la solidarité à travers leur caisse de grève en ligne.

Dénonçant ADP (Aéroport de Paris) comme complice de leur employeur, ils se sont déjà rassemblés devant le siège de cette entreprise et prévoient de le refaire le 7 mai.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal mai 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an.

Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 20 € | 40 € | 15 € |
| Outre-mer avion | 28 € | 56 € | 17 € |
| Reste de l'Europe | 38 € | 76 € | 20 € |
| Reste du monde | 46 € | 91 € | 24 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Empire Bolloré en Afrique : une affaire éclairante

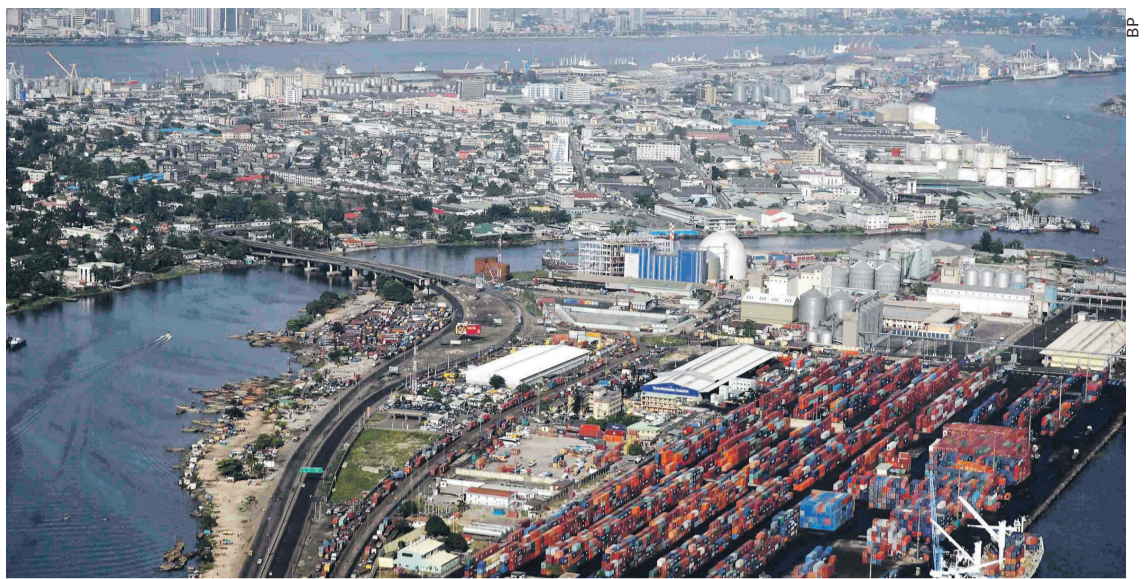
Après 48 heures de garde à vue, Vincent Bolloré a été mis en examen pour abus de confiance et corruption. Il est soupçonné d'avoir utilisé l'activité de l'agence Havas pour décrocher la gestion des ports de Lomé au Togo et de Conakry en Guinée.

Héritier en 1981 des papeteries familiales OCB, Vincent Bolloré, appuyé par la banque Rothschild et par de solides soutiens politiques, a bâti un groupe mondial qui réalisait 18 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2017. Ayant racheté, dépecé, revendu des sociétés dans la banque, l'industrie, le transport, la logistique, l'énergie, l'agriculture, la communication et les médias, le groupe Bolloré contrôle entre autres l'agence Havas, Vivendi, Canal+. Un raid en 1997 sur la banque d'affaires Rivaud l'a rendu propriétaire, outre de multiples participations dans des sociétés très rentables, de plantations d'hévéas et de palmiers à huile en Afrique et en Asie. C'est ainsi que Bolloré a pris le contrôle de la Socfin qui exploite 100 000 hectares de plantations. Des reportages et des enquêtes d'ONG ont dénoncé à plusieurs

reprises l'exploitation forcée des ouvriers, y compris des mineurs de 14 ans, sur les plantations de la Socfin au Cameroun ou au Liberia. Pour faire taire ces critiques, le milliardaire Bolloré a attaqué en justice les auteurs des enquêtes, réclamant des sommes exorbitantes sous prétexte de diffamation.

À travers sa filiale Bolloré Africa Logistics, Bolloré transporte des marchandises, par train ou par camion, dans 46 pays du continent et exploite des milliers de travailleurs. Il possède en partie ou en totalité les installations pour charger les conteneurs dans 26 ports dont celui, stratégique, d'Abidjan. Pour avoir le monopole du transport, Bolloré a acheté les lignes ferroviaires qui relient les pays d'Afrique de l'Ouest aux grands ports.

Toutes ces acquisitions, ces appels d'offres gagnés face à ses concurrents, n'ont



Le port de Lagos sous le contrôle de Bolloré.

été possibles qu'en disposant d'un solide réseau d'informateurs et d'obligés au plus haut niveau de l'État, en France et en Afrique. Sarkozy avait inauguré son quinquennat sur le yacht de « son ami Bolloré ». Du côté du PS, Jean Glavany fait partie des administrateurs. Michel Roussin, vice-président du groupe jusqu'en 2010, ancien de la DGSE, ministre de la Coopération sous Balladur, chef de cabinet de Chirac, a mis ses relations africaines à la disposition de Bolloré.

Cela fit dire au directeur du groupe : « Les ministres, on les connaît tous là-bas. Ce sont des amis. (...) quand ils ne sont plus ministres, on leur donne un poste d'administrateur d'une de nos filiales. » Autrement dit, ce qui est reproché à Bolloré – avoir aidé les présidents guinéen et togolais à gagner les élections pour obtenir la gestion des installations portuaires – est une pratique ordinaire et banale. C'est d'ailleurs ce que répète Vincent Bolloré qui ne comprend pas qu'on

lui cherche des poux dans la tête pour un malheureux contrat à 100 000 euros, alors qu'il ne suit « aucune opération en dessous de 10 millions d'euros » !

Si la justice française a mis son nez dans les affaires de Bolloré, c'est parce qu'il a évincé des concurrents malheureux... et rancuniers. On peut parier qu'il pourra compter sur une armada d'avocats et de relations politiques pour tenter d'enterrer l'affaire.

Xavier Lachau

1^{er} mai dans le monde : des milliers de manifestants

Autorisées ou même interdites, les manifestations du 1^{er} mai ont rassemblé des dizaines de milliers de travailleurs, chômeurs, opposants aux pouvoirs en place.

À Manille, 5 000 opposants au président philippin Duterte ont protesté contre son refus, malgré les promesses électorales, de mettre fin à la pratique courante des contrats de travail de très courte durée. À Djakarta, 10 000 travailleurs venus parfois d'îles indonésiennes lointaines

ont réclamé, à proximité du palais présidentiel, la hausse des salaires et de la sécurité au travail. À Téhéran, en Iran, une manifestation interdite a rassemblé ouvriers et enseignants contre la dégradation des conditions de vie de la population ouvrière. À Séoul, en Corée du Sud, quelque

10 000 manifestants ont scandé des slogans pour la hausse du salaire minimum. En Turquie, toute manifestation vers la place Taksim à Istanbul était interdite, mais des groupes de militants opposants à Erdogan se sont rassemblés et peu après ont été arrêtés. En revanche, à Maltepe ainsi qu'à Ankara et Izmir, des milliers de travailleurs ont pu manifester.

En Grèce, le 1^{er} mai a été marqué à Athènes par des manifestations et des

grèves. À Hong-Kong, au Cambodge, à Madagascar, et dans bien d'autres villes, la journée internationale de lutte des travailleurs a rappelé que la classe ouvrière constitue une véritable force, qu'elle a les mêmes intérêts partout dans le monde.

En France, les commentateurs ne retiennent que les violences absurdes de groupes cagoulés à Paris. Pourtant, dans les principales villes du pays, deux cents manifestations

ont rassemblé près de 150 000 personnes, cheminots, salariés du privé et du public, enseignants, étudiants et retraités, derrière des banderoles CGT, Solidaires et FSU. En pleine salve d'attaques propatronales de Macron, entre les manifestations du 19 avril et celles du 3 mai, il y avait toujours autant de raisons de montrer son refus et sa colère, et cela s'entendait.

Viviane Lafont

Île de La Réunion : tempête Fakir, il y a de quoi tempêter !

Deux morts, de nombreuses cultures dévastées, des maisons inondées voire en partie détruites, des kilomètres de routes et chemins endommagés, des centaines de foyers privés d'eau et des milliers d'électricité. C'est le bilan du passage de Fakir sur l'île le 24 avril. Les services de Météo-France et le préfet ont qualifié ce phénomène « d'inattendu », « d'exceptionnel », par sa formation tardive et sa vitesse. La dépression a surpris tout le monde.

Ce qui n'est pas surprenant en revanche, c'est l'attitude du préfet qui n'a pas cru nécessaire de déclencher les phases d'alerte

(pré-alerte, orange et rouge) pour prévenir et protéger la population. Pas surprenant car monsieur Amaury de Saint-Quentin avait agi de même lors des cyclones Berguitta en janvier et Dumazilé en mars, en refusant de décréter l'alerte rouge qui interdit toute activité économique et toute circulation, sous prétexte que les conditions pour le faire n'étaient pas réunies.

Le représentant de l'État a pris la décision de faire fermer les écoles et s'est contenté de conseiller aux habitants, notamment ceux du nord et de l'est, « d'éviter de se déplacer » en déclarant qu'il « n'est pas adapté

d'interdire » et qu'il « faut que les concitoyens se responsabilisent » tout en reconnaissant que « rouler sous les fortes pluies est très dangereux » ! Pas tant que ça visiblement ! Car en n'ayant pas voulu arrêter la sacro-sainte activité économique, le préfet a exposé la population au danger sur les routes, en particulier les travailleurs qui se sont rendus sur leur lieu de travail.

Pour le préfet, la vie et la santé des travailleurs passent après les profits des patrons !

Lutte ouvrière
La Réunion

Lisez Lutte de classe,

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 191

(avril 2018) :

- La lutte des cheminots est celle de tous les travailleurs
 - Une reprise en trompe-l'œil, et une vraie politique antiouvrière
 - Macron à la chasse aux sans-papiers
 - Protectionnisme : une arme des capitalistes dans la concurrence, un piège pour les travailleurs
 - Mai 68, le courant trotskyste et la question du parti révolutionnaire
 - Élections en Italie : un recul social et politique
- Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,80 euro.

